

2014-2015

Master 1 Histoire et document

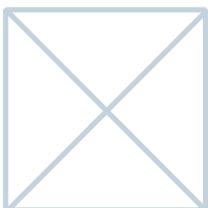
Parcours métier des archives et des bibliothèques, option archives

**DE L'ITALIE FASCISTE A LA
RESISTANCE :
LA PLACE DES ARCHIVES DANS
LA CONSTRUCTION D'UNE
MEMOIRE COLLECTIVE**

L'IRSIFAR, l'exemple d'un centre d'archives engagé

Alice Auzou

Sous la direction de M.
Patrice Marcilloux



2014-2015

Master 1 Histoire et document

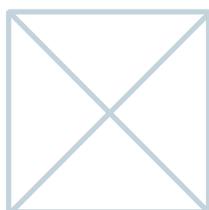
Parcours métier des archives et des bibliothèques, option archives

**DE L'ITALIE FASCISTE A LA
RESISTANCE :
LA PLACE DES ARCHIVES DANS
LA CONSTRUCTION D'UNE
MEMOIRE COLLECTIVE**

L'IRSIFAR, l'exemple d'un centre d'archives engagé

Alice Auzou

Sous la direction de M.
Patrice Marcilloux



L'auteur du présent document vous autorise à le partager, reproduire, distribuer et communiquer selon les conditions suivantes :



- Vous devez le citer en l'attribuant de la manière indiquée par l'auteur (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'il approuve votre utilisation de l'œuvre).
- Vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales.
- Vous n'avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l'adapter.

Consulter la licence creative commons complète en français :
<http://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/2.0/fr/>

Ces conditions d'utilisation (attribution, pas d'utilisation commerciale, pas de modification) sont symbolisées par les icônes positionnées en pied de page.



REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier très chaleureusement l'IRSIFAR pour son aide et son soutien infaillible tout au long de ces mois. Je remercie tout particulièrement Mme Hélène Angiolini avec qui j'ai eu la chance de m'entretenir personnellement et qui a aussi pris le soin de répondre à chacune de mes questions et d'élaborer, avec moi, un entretien écrit et un questionnaire forts profitables à mon mémoire.

Je remercie également mes professeurs de l'Université de Rome III, notamment M. Michele Di Sivo, mon professeur d'archivistique, qui a su m'initier aux spécificités italiennes de la discipline avec patience et humour.

Je remercie M. Patrice Marcilloux pour ses conseils avisés mais aussi pour le suivi de mon travail malgré la distance.

Je remercie enfin tous mes proches qui m'ont soutenue dans l'élaboration de ce mémoire. Ma famille, mon compagnon, mes amis de toujours mais aussi les amis rencontrés en Italie et qui ont rendu mon séjour inoubliable...

Sommaire

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	5
PARTIE I : DE L'ITALIE FASCISTE A LA RESISTANCE : LA PLACE DES ARCHIVES DANS LA CONSTRUCTION D'UNE MEMOIRE COLLECTIVE.....	10
INTRODUCTION	10
A. Mémoire et archives en Italie : la construction relativement récente d'une identité collective..	5
B. L'Italie d'après-guerre. Un passé lourd à assimiler pour une jeune démocratie	20
C. La place de la Résistance dans les mémoires	26
CONCLUSION.....	29
ORIENTATIONS DE RECHERCHE	30
BIBLIOGRAPHIE	32
ETAT DES SOURCES	39
PARTIE II : L'IRSIFAR, L'EXEMPLE D'UN CENTRE D'ARCHIVES ENGAGE.....	43
INTRODUCTION	43
A. La Résistance dans les archives.....	45
B. L'IRSIFAR et son activité.....	49
C. L'IRSIFAR et son public	53
CONCLUSION.....	57
CONCLUSION GENERALE	59
Annexes.....	61

INTRODUCTION GÉNÉRALE

En 2001, Silvio Berlusconi remporte sa deuxième victoire électorale avec son parti Forza Italia ancré au centre-droit. Les déclarations du nouveau président sur le régime fasciste provoquent de nombreuses polémiques. En 2003, notamment, il déclare que « Mussolini n'a tué personne »¹, une déclaration qui fera le tour de la presse internationale. Son élection a marqué le début de nouveaux questionnements sur le fascisme et sa place dans l'histoire italienne selon l'historien Antonio Bechelloni². Ce dernier parle alors de l'Italie comme d'une exception par rapport à la France et l'Allemagne. D'après lui, l'Italie connaît encore des « retournements spectaculaires » dans l'interprétation et l'usage de son passé. La réception de l'histoire du fascisme serait encore un sujet très vivant en Italie.

C'est à partir de cette constatation que s'organise cette recherche. Elle consiste en un état des lieux du travail de mémoire effectué en Italie tout au long du XXe siècle jusqu'à aujourd'hui, et tâche de cerner l'implication des centres d'archives dans cette construction identitaire. Ce travail est également marqué par la découverte de la culture italienne. A savoir l'appréhension d'une histoire, d'une manière de vivre, de penser, mais également la compréhension d'un autre type d'organisation institutionnelle en ce qui concerne la gestion des archives. Ainsi, les questions soulevées dans ce travail sont souvent le fait d'interrogations issues de comparaisons entre le modèle français et italien et les analyses sont établies à partir d'un mélange de pistes de réflexions à la fois françaises et italiennes.

Pour tenter de comprendre les « retournements spectaculaires » dont parle Bechelloni et les éventuels impacts sur l'archivistique italienne il est nécessaire de revenir dès à présent sur les points marquants de l'histoire italienne depuis les deux derniers siècles.

Tout d'abord, il faut comprendre que l'Italie a une histoire très riche et très ancienne, mais que l'histoire de l'Italie en tant que nation est, quant à elle, extrêmement récente et profondément marquée par les deux décennies sous l'emprise du régime fasciste de 1922 à 1945. C'est en 1848 que l'Italie entame un processus d'unification nationale à travers l'annexion et le rattachement des différents royaumes italiens au royaume de Sardaigne, puis,

¹ *L'OBS Monde*, « Silvio Berlusconi : « Mussolini n'a tué personne », publié le 12 septembre 2003 [en ligne], disponible sur :<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20030911.OBS6318/sivio-berlusconi-mussolini-n-a-tue-personne.html> (consulté le 28 avril 2015).

² Antonio Bechelloni, « Le débat historiographique italien autour du fascisme et de l'antifascisme », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 1, 2002, p. 35-41.

ensuite au royaume d'Italie en 1861. L'annexion de Rome le 20 septembre 1870 aux Etats pontificaux marque la fin du processus intitulé dans son ensemble le *Risorgimento*, ou « Résurrection » en français³. La Première Guerre Mondiale fragilise les fondements idéologiques du *Risorgimento* et met en lumière la faiblesse du sentiment national des Italiens, plus campanilistes que nationalistes⁴. En effet, sur le front, le moral des soldats est mauvais puisque se battre pour l'Italie ne fait pas sens comme pour les autres nations européennes⁵.

Le fascisme naît et se nourrit de cette expérience guerrière désastreuse. Mussolini, à la tête du parti fasciste, entreprend de donner plus d'ampleur au pays en s'appuyant sur une idéologie nationaliste, autoritaire et violente⁶. Les débuts sont marqués par des répressions des ennemis du parti, considérés comme des « ennemis intérieurs ». Or, les années suivantes coïncident également avec la montée de l'industrialisation et l'arrivée d'une certaine modernité en Italie. D'où l'ambivalence du passé fasciste, représentant à la fois quelques années sombres de répression d'Italiens par des Italiens mais aussi, par la suite, une époque de grands projets et d'innovations. De nombreux historiens affirment aujourd'hui que le régime dans les années 30 a même été l'objet d'un large consensus de la part du peuple italien⁷.

La chute du régime fasciste et l'affirmation de la Résistance coïncident avec la guerre de la Libération. Quand la République est proclamée, l'Italie est éprouvée par la guerre et aspire à un nouvel idéal, comme en témoigne la signature de la Constitution le 27 décembre 1947.

En réaction à vingt ans de fascisme, la jeune République met en avant l'expérience de la Résistance, longue de deux années seulement. A partir de ce moment, le fascisme est perçu comme un mal venu « d'une planète lointaine » comme le formule l'historien Gianspasquale

³ Garzanti dizionario italien-français, Milan, Garzanti, 1984, p. 1785.

⁴ Paul Corner, « La mémoire de la guerre et le fascisme italien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 41, 1994, p. 62.

⁵ Ibid, p. 61.

⁶ Ibid, p. 63.

⁷ Antonio Bechelloni *op. cit.*, p 38-39.

Renzo de Felice, *Mussolini il Duce, gli anni del consenso (1929 – 1936)*, Turin, Einaudi, 1974, 945 p.

Elio Lodoloni, « Fascismo, istituzioni, archivistica, in un studio di Ugo Falcone », *Le carte e la storia*, février 2006, p.30.

Santamassimo⁸. On ne cherche pas à comprendre les racines profondes du régime, on insiste seulement sur le fait que le fascisme ne représente rien de la culture italienne et de ses vraies valeurs. Tout au long du XXe siècle, ce discours est partagé par les politiciens et les historiens mais celui-ci connaît des crises.

Silvio Berlusconi a été élu avec des prises de position en sympathie avec le passé fasciste italien. Cela ne signifie pas pour autant la défaite du discours antifasciste martelé depuis la fin de la guerre. En effet, le risque d'un retour à un pouvoir politique de type fasciste semble être écarté. Si encore aujourd'hui des partis politiques revendiquent le passé fasciste, ils n'emportent que très peu de suffrages : la petite fille du Duce, Alessandra Mussolini, a prétendu défendre l'héritage de son grand-père à travers son parti Alternative Sociale ; dissout en 2006, il n'aura jamais obtenu plus de 1% des votes⁹.

Cependant, force est de constater que le débat sur cette partie de l'histoire italienne persiste. La politique de mémoire est pointée du doigt. La diabolisation systématique des vingt années fascistes n'a pas permis au peuple italien de faire face à son passé selon Bechelloni¹⁰.

La question de la mémoire est délicate à traiter, elle est cependant un objet d'étude très prisé par les historiens, notamment depuis l'étude de Pierre Nora sur les lieux de mémoire et de commémoration¹¹. Il est mis en lumière que la maîtrise du passé est un instrument politique important pour agir sur le présent. Pour cela, il faut pouvoir s'appuyer sur des valeurs communes et un héritage historique résultant de l'interprétation du passé. À l'échelle d'un État, la construction d'une mémoire collective est indispensable pour envisager l'avenir. Cependant la mémoire collective peut aussi se confronter aux mémoires individuelles. En Italie, plusieurs mémoires se confrontent. Gianpasquale Santamassimo parle ainsi de deux Italies, face à l'héritage passé fasciste¹². Dans tous les cas, la mémoire est une reconstruction

⁸ Gianpasquale Santamassimo, « Il primato degli italiani », *Il Manifesto*, 25 avril 2001. (extrait cité par Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p. 35 -36).

⁹ LeFigaro.fr, « Alessandra, petite-fille de Mussolini : « L'alliance avec les nazis était une erreur » », publié le 16 juin 2006 [en ligne], disponible sur : http://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/2006/06/16/01006-20060616ARTMAG90423-1_alliance_avec_les_nazis_etait_une_erreur.php (consulté le 28 avril 2015).

¹⁰ Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p 38

¹¹ Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, 3 tomes, Paris, Gallimard, 1984 - 1992.

¹² Extrait cité par Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p. 35-36.

subjective, elle ne recherche pas la vérité selon Tzvetan Todorov¹³ mais elle révèle les valeurs d'une société, celles qu'on a choisies de garder et de défendre.

De nombreux ouvrages francophones abordent la question du fascisme mais il nous apparaît que le rapport entre le fascisme et la mémoire collective est un sujet moins exploité pour l'Italie qu'il ne l'a été pour d'autres pays, notamment la Russie ou l'Allemagne. La question du traitement des archives fascistes à la fin de la guerre semble également assez méconnue. Pourtant l'Italie offre un exemple très édifiant sur le sujet. En effet, les archives ont joué un rôle primordial par le passé. La relecture des archives du régime fasciste dans les années 60 a considérablement ébranlé certains tabous et démystifié certains symboles, notamment celui de la Résistance. Dans ce contexte, il est intéressant de regarder l'action des centres d'archives aujourd'hui en Italie pour percevoir leur politique de communication, notamment en ce qui concerne la Résistance.

Aujourd'hui, un très large réseau d'institutions d'archives s'est développé à travers le pays et beaucoup sont impliquées auprès du public pour aborder les sujets épineux de l'histoire italienne. C'est le cas de l'IRSIFAR¹⁴ (*Istituto Romano per la Storia d'Italia del Fascismo alla Resistenza*). Cet institut romain fait partie d'une institution plus grande encore, l'INSMLI¹⁵ (*Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia*) fondé dès après la guerre et chargé de récolter les archives sur la Résistance et de les communiquer au public, pour préserver la mémoire de la Résistance.

Nous pouvons donc nous demander au prisme des questions identitaires qui traversent l'Italie en ce moment, la place, le rôle et l'impact de centres d'archives dans la construction d'une mémoire collective.

Ainsi ce travail se présentera en deux temps.

D'une part, nous proposerons un panorama du XXème siècle italien sous l'angle de la réception de l'héritage fasciste, de la construction du mythe de la Résistance comme contrepoint et du développement de la discipline archivistique au regard de ces événements historiques.

D'autre part, nous prendrons appui sur le modèle de l'institution IRSIFAR pour tenter de traiter les questions de l'usage, de la communication et de la réception de la source

¹³ Tzvetan Todorov, « La mémoire devant l'histoire », *Terrain*, n° 25, septembre 2005, p. 112.

¹⁴ <http://www.italia-resistenza.it/rete/insmli/irsifar-roma/>

¹⁵ <http://www.insmli.it/>

archivistique par les Italiens, que ce soit par les historiens ou plus largement par la société italienne. Puis, les stratégies de communication adoptées par l'institut vis-à-vis de leur public au prisme de cette « réception ».

PARTIE I : DE L'ITALIE FASCISTE A LA RESISTANCE : LA PLACE DES ARCHIVES DANS LA CONSTRUCTION D'UNE MEMOIRE COLLECTIVE

INTRODUCTION

Peu d'ouvrages francophones parlent de l'archivistique italienne. C'est à travers la lecture d'ouvrages italiens, principalement celui d'Antonio Romiti¹⁶ que nous avons pu appréhender le sujet.

L'histoire du début du XXe siècle est encore l'objet de grands débats en Italie. Sur les bancs de l'école, à l'université ou encore dans les médias, le sujet du fascisme est récurrent. Les changements dans le traitement et la communication de la source historique sont révélateurs de l'évolution du rapport au passé.

Tout d'abord, nous allons proposer une perspective large de l'archivistique en Italie du Risorgimento à nos jours. Il faut partir du XVIIIe siècle pour comprendre les épisodes d'unification de l'Italie et pour comprendre la place de la source archivistique dans cette construction étatique mouvante.

Ensuite, nous nous arrêterons sur l'Italie d'après-guerre et la réception de l'épisode fasciste. L'historiographie sur le sujet a été très "vivante" et a connu des rebondissements. La relecture des sources entamée par l'historien Renzo de Felice, entre autres, semble avoir marqué un tournant. Celui-ci a été un des premiers historiens à consulter les archives du fascisme et à avoir adopté, vis à vis d'elles, une démarche scientifique.

Enfin, dans ce contexte, nous allons nous demander quelle est la place accordée à la Résistance et dans l'historiographie et dans la société italienne.

¹⁶Antonio Romiti, *Archivistica Generale : Primi Elementi*, Lucques, Civita Editoriale, 2011, 166 p.

A. Mémoire et archives en Italie : la construction relativement récente d'une identité collective

L'Italie est une nation jeune avec un patrimoine archivistique plus ancien et plus complet que celui des autres pays européens. La quantité d'archives conservée est très importante et son organisation varie en fonction des différents cadres institutionnels qui se sont succédé. Pour comprendre l'organisation des archives italiennes, il faut comprendre l'histoire des institutions italiennes, Or, du XVIIIe siècle à nos jours, L'Italie a vécu une évolution constante de ses cadres institutionnels. Tout d'abord avec le *Risorgimento* qui marque les débuts d'une administration centralisée en Italie, puis le régime autoritaire fasciste, enfin, et surtout, la proclamation de la République et la signature d'une nouvelle Constitution le 27 décembre 1948.

1. Les débuts de l'unification institutionnelle

L'Italie est un pays très riche en archives et très investi dans la conservation de son patrimoine depuis l'antiquité. Malgré la chute de Rome en 476 et le morcellement du pays en plusieurs cités-États, cet effort romain de conservation a été poursuivi. Dès le Moyen Age, les communes italiennes font appel à des archivistes professionnels pour faire appliquer les règles en vigueur quant à la gestion des archives publiques¹⁷. Encore au XVIe et XVIIe siècles, la préoccupation de la conservation place également l'Italie au centre de débats théoriques et méthodologiques importants.

Au XVIIIe siècle, l'Italie est divisée en plusieurs états, royaumes et duchés, certains sous le contrôle autrichien. Cependant, la Campagne d'Italie menée à l'époque par le jeune général Napoléon Bonaparte de 1796 à 1797, reverse les états préexistants dans le Nord de l'Italie ainsi que la Toscane. Ces états sont remplacés par des « Républiques sœurs » que Napoléon, par la suite, rattachera à son Empire. Ce dernier impose alors son code civil et une administration calquée sur celle du modèle français. Ce qui est crucial car Napoléon met en place pour de bon ce qui n'était qu'à l'état d'« embryon »¹⁸. Entre 1802 et 1815, un système administratif organisé et centralisé s'établit progressivement en Italie. Ainsi, un nouveau découpage territorial est réalisé autour des ex-capitales et des Archives d'État y sont implantées, pour la première fois en Italie, sur le modèle des archives départementales en

¹⁷ Antonio Romiti, *op. cit.*, p. 19-23.

¹⁸ Linda Giuva, Maria Guercio, *Archivistica. Teorie, metodi, pratiche*, Rome, Carocci, 2014, p.139.

France. Ces Archives d'État sont alors des Archives centrales chargées de récolter tous les documents concernant l'état civil dans la ville concernée et ses périphéries.

La centralisation des documents d'archives a soulevé de nombreuses difficultés. Une masse très importante de documents a conflué vers les Archives centrales et il a fallu traiter de complexes documentaires provenant d'appareils institutionnels et bureaucratiques distincts, répondant à des logiques de classement différentes¹⁹. Face à cette problématique, les archivistes italiens ont élaboré une méthodologie nouvelle basée sur trois notions importantes.

L'enjeu principal est le *riordinamento* ou « réorganisation » des fonds documentaires selon une norme commune. En plus du respect du principe de provenance, l'histoire institutionnelle, juridique et locale est à ajouter dans chaque étude et inventaire d'un fonds d'archives. Cette pratique est qualifiée de *metodo storico*²⁰ et se substitue au « respect des fonds » français²¹. Enfin, la *periodizzazione* consiste à délimiter, dans l'histoire, les grands moments juridico-institutionnels les uns des autres pour justifier la réorganisation des documents. Dans le cas de l'Italie, la *periodizzazione* varie d'une région à l'autre en fonction de l'histoire locale²².

Tout au long du siècle, de nouveaux centres d'Archives d'État se multiplient. Après l'unification de l'Italie, le nouvel État cherche à unifier ses archives en une seule et même administration. Ainsi, les Archives centrales des ex-capitales deviennent des archives périphériques et l'Archivio del Regno est érigé à Rome pour récolter tous les documents produits par les institutions centrales de l'État²³.

En quelques années, il a fallu créer une organisation reflétant une nouvelle réalité. Face au « problème archivistique »²⁴, des mesures sont prises dans l'urgence. La commission Cibraio, en 1870, va tout d'abord statuer sur le fait que les Archives d'État sont désormais sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur, sans distinction des types d'archives concernés. Il s'agit pour l'heure d'assurer l'idée de centralisation et d'assurer la protection des documents.

¹⁹ Linda Giuva, Maria Guercio, *op. cit.*, p. 139.

²⁰ Antonio Romiti, *op. cit.*, p. 98-99.

²¹ Linda Giuva, Maria Guercio, *op. cit.*, p. 139.

²² Antonio Romiti, *op. cit.*, p.100.

²³ Site du Beni Culturali, « L'archivio di Stato » [en ligne], disponible sur : <http://www.archiviodistatoroma.beniculturali.it/index.php?it/127/larchivio-di-stato>, (consulté le 25 avril 2015)

²⁴ Patrizia Angelucci, *Breve storia degli archivi e dell'archivistica*, Pérouse, Morlacchi Editore, 2008, p. 98.

Il faut attendre la loi du 27 mai 1875²⁵ pour que soit fixé un règlement général sur les archives. Désormais, toutes les Archives centrales doivent appliquer les principes de la « méthode historique » pour classer les documents. L'archivistique est alors peu à peu reconnue comme une discipline autonome nécessitant une formation scientifique.

La discipline évolue en même temps que les institutions. Durant tout le XIXe siècle, de nombreux débats appellent des politiciens, des historiens mais aussi des archivistes pour penser une administration à la fois plus centralisée mais aussi innovante en matière d'archivistique²⁶. Cela dit, le régionalisme reste très fort. Les centres d'Archives d'État conservent avant tout des fonds antérieurs à l'unification de l'Italie qui répondent à des problématiques différentes les unes des autres. Ainsi, il reste encore difficile d'unifier l'appareil administratif ainsi que les pratiques professionnelles dans les faits. Cependant, les réformes élaborées posent les bases de ce que le siècle suivant s'efforcera de consolider.

2. L'impact de la politique fasciste sur les archives

Peu d'ouvrages abordent le thème de l'archivistique sous le régime fasciste. La plupart des ouvrages semblent « éviter » cette période. Antonio Romiti l'évoque en un paragraphe d'une seule page de son *Archivistique générale*. Suivant le principe de *periodizzazione* cher aux Italiens, il se demande si l'avènement du fascisme peut être considéré comme une césure possible. Il conclut que la seule coupure à retenir reste la chute du fascisme et l'instauration de la République, qui, elle, marque un véritable tournant institutionnel et bureaucratique²⁷.

En 2006, cependant, l'archiviste Ugo Falcone publie un ouvrage spécialement dédié à l'étude des archives et de l'archivistique sous le régime fasciste²⁸. Un ouvrage qui sera salué, entre autres, par Elio Lodolini²⁹ et Claudio Pavone³⁰, respectivement archiviste et historien de renom. Selon Ugo Falcone, même si le régime fasciste ne constitue pas, de fait, une césure

²⁵ R.D 27 maggio 1875 n° 2552

²⁶ Patrizia Angelucci, *op.cit.*, p. 99.

²⁷ Antonio Romiti, *op.cit.*, p. 102

²⁸ Ugo Falcone, *Gli archivi nell'Italia fascista. Storia, teoria e legislazione*, Udine, Forum, 2006, 278 p.

²⁹ Elio Lodolini, « Fascismo, istituzioni, archivistica, in un studio di Ugo Falcone », *Le carte et la storia*, Il Mulino, 2 février 2006, p. 27-36.

³⁰ Claudio Pavone, « Ugo Falcone, Gli archivi e l'archivistica nell'Italia fascista. Storia, teoria e legislazione », *Il mestiere di storico*, annale VIII, 1^{er} mai 2009 [en ligne], disponible sur : <http://www.forumeditrice.it/percorsi/storia-e-societa/nuove-tesi/gli-archivi-e-larchivistica-nellitalia-fascista/ugo-falcone-gli-archivi-e-larchivistica-nellitalia-fascista-storia-teoria-e-legislazione/foto>, (consulté le 25 avril 2015)

institutionnelle, la période fasciste a été « un moment crucial non seulement pour l'histoire générale de l'Italie mais aussi pour l'archivistique et les archives »³¹. Ainsi, en considérant que, soit les avis entre les théoriciens diffèrent, soit le problème n'est pas perçu sous le même angle, nous allons tenter d'aborder ce sujet polémique. Tout d'abord, à travers l'œuvre de propagande fasciste, puis, à travers le dialogue entre les politiciens et les archivistes de l'époque.

Une première chose importante à noter est que le pouvoir central s'est considérablement développé à cette époque, du fait de l'idéologie nationaliste. L'idée de l'unité autour de la nation devient même une « base morale » qui doit être partagée par tous, selon Paul Corner³². Ainsi un immense travail de propagande est entamé pour forger un consensus autour de la nation. Et cela passe en outre par la réécriture d'une histoire commune.

En effet, d'après les travaux de l'historienne Maddalena Carli, cette « nationalisation de masse »³³ repose en partie sur une réappropriation de l'histoire et des représentations collectives. Son étude traite des grandes expositions fascistes, notamment l'Exposition de la Révolution fasciste, ouverte au public en 1932. Cette exposition a connu un succès colossal avec près de quatre millions de visiteurs³⁴. La préparation de cette manifestation a été l'objet d'un énorme travail de collecte d'archives à travers l'Italie, sous la responsabilité de hauts responsables du Parti. Des bureaux de collecte furent établis sur l'ensemble du pays. Et en moins d'un an, près de 15000 pièces ont été récoltées³⁵, à la fois des manuscrits, des tracts, des lettres, des journaux ou encore des photographies. Les objets ont été ensuite exposés dans un décor immense. Carli souligne, qu'au-delà de l'autoreprésentation esthétique de type monumental, il ne faut pas minimiser l'effort de médiation culturelle proposé à travers la source historique. D'ailleurs un guide historique a été élaboré pour accompagner et expliquer l'agencement de l'exposition³⁶. Le guide commence par une citation de Mussolini, traduite ici en français par Maddalena Carli³⁷ :

³¹ Ugo Falcone, *op. cit.*, p. 17.

³² Paul Corner, *op. cit.*, p. 64.

³³ Maddalena Carli, « Par la volonté du Duce et par l'oeuvre du Parti », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 15 septembre 2008, [En ligne], disponible sur: <http://ccrh.revues.org/301> (consulté le 16 avril 2015), p.2.

³⁴ *Ibid.*, p. 4.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Maddalena Carli, *op. cit.*, p.2.

³⁷ *Ibid.*, p. 7.

« L'Exposition de la Révolution fasciste, synthèse vivante et palpitante de luttes, de sacrifices et de victoires, est la profession de foi que les anciens camarades offrent aux jeunes, afin que ces derniers, guidés par la lumière de nos martyrs et de nos héros, se préparent avec fierté à poursuivre le grand labeur ».

Dans cette « profession de foi » laissée aux générations futures, la source archivistique s'apparente à une relique, elle est une preuve immuable de la naissance de la nouvelle ère qu'est le fascisme.

L'autoreprésentation du régime passe aussi par d'autres initiatives élargissant les champs des médias utilisés. Ainsi en témoigne, entre autres, la création de l'Institut Luce (L'union cinématographique éducative)³⁸ en 1924. Ce n'est pas précisé dans la page de présentation de l'institut³⁹ mais il a été un outil de propagande important du régime fasciste. Le centre a collecté des milliers de films et de photographies retraçant l'histoire de la première guerre mondiale et du fascisme. Il existe encore aujourd'hui et est un lieu de recherche privilégié pour étudier l'époque fasciste.

Au-delà de l'usage des archives comme un outil de propagande, le début du XXe siècle reflète également, selon Ugo Falcone, « l'apogée » du développement théorique de la discipline archivistique avec l'émergence de théoriciens tels que Eugenio Casanova, Giovanni Vittani, Antonio Panella ou encore Giorgio Cencetti⁴⁰. En effet, la forte sensibilité archivistique développée par le Parti fasciste aurait contribué à l'ouverture d'un dialogue entre archivistes et politiciens qui était rompu depuis le début du siècle⁴¹. L'exemple le plus parlant est celui d'Eugenio Casanova. En 1921, celui-ci a fondé l'Association Scientifique et Professionnelle d'Archivistes. Il a voulu organiser une réunion nationale mais cela lui a été interdit par le Conseil des ministres d'alors qui y voyait une organisation de classes. Cet interdit a également mis fin à l'impression de sa revue *Gli archivi italiani*, la première revue d'archivistique publiée⁴².

³⁸ Les Signets de la Bibliothèque Nationale de France, cinémathèques et archives, « Archivio Luce » [en ligne], disponible sur : http://signets.bnf.fr/html/categories/c_791cine_europe.html, (consulté le 6 avril 2015)

³⁹ Archivio Luce, [en ligne], disponible sur : <http://www.archivioluce.com/archivio/credits.jsp?sz=CHI%20SIAMO>, (consulté le 6 avril 2015)

⁴⁰ Ugo Falcone, *op. cit.*, 4^e de couverture.

⁴¹ *Ibid.*, p. 32.

⁴² *Ibid.*, p. 29.

La revue ne reparaitra qu'en 1933 sous le nom d'*Archivi d'Italia*, puis, *Archivi*. Casanova publie également *Archivistica* en 1928, un manuel qui est encore aujourd'hui une référence importante et qui énumère de manière encyclopédique tout ce qui touche à l'archivistique en tant que science⁴³.

D'autres publications importantes paraîtront sous le régime fasciste qui inspireront à terme des interventions législatives. L'apport le plus notable est celui de la loi du 22 décembre 1939 qui ne fut véritablement appliquée qu'après la guerre mais qui réforme dans son ensemble l'organisation des archives italiennes⁴⁴, notamment en donnant plus de poids à l'État. Dès le premier article il est stipulé que, désormais, l'État a un droit de surveillance non seulement sur les Archives d'État mais aussi sur les Archives Municipales, les archives de bien public ainsi que les archives privées. Des bureaux de Surintendance sont instaurés dans les régions pour effectuer ce travail de surveillance, des institutions qui existent encore aujourd'hui. Une Commission Supérieure des Archives prend place au sein du Ministère de l'Intérieur pour coordonner l'ensemble de l'administration. Enfin, des écoles d'archivistique et de paléographie sont créées. Cette loi fixe, selon Bautier « la refonte de l'Administration des Archives italiennes enfin coordonnée et centralisée »⁴⁵

Ces réformes montrent bien qu'au-delà de la grande entreprise propagandiste propre au régime fasciste, il s'est établi un changement de rapport vis-à-vis de l'objet « archive ». On progresse vers la considération de l'archive en tant que « bien culturel ». Une spécificité proprement italienne que nous allons tâcher de définir dès à présent.

3. Les archives aujourd'hui en Italie

Le 2 juin 1946, après un référendum populaire, l'Italie est passée d'une monarchie constitutionnelle à une République. C'est à partir de l'entrée en vigueur de la Constitution Républicaine le 1^{er} janvier 1948, que s'effectuent les premières modifications de l'appareil administratif⁴⁶.

A l'issue de la guerre, l'Italie a perdu une partie de son patrimoine archivistique dans des bombardements. Les Archives d'État de Naples ont été intégralement détruites par

⁴³ Ibid, p. 59.

⁴⁴ Robert-Henri Bautier, « Les Archives Italiennes Pendant La Guerre », *Bibliothèque de L'Ecole des chartes*, to 106, n°106-2, 1946, p. 310

⁴⁵ Ibid, p. 311.

⁴⁶ Antonio Romiti, *op. cit.*, p. 101.

l'armée allemande en 1943 sous prétexte de représailles⁴⁷. Les trois quarts des archives de l'État de Milan ont disparu dans des incendies. D'autres pertes importantes sont à noter également dans les villes de Gênes, Palerme, Turin, Parme et Cagliari⁴⁸. Ces destructions font prendre conscience de la perte que cela représente au niveau du patrimoine historique de l'Italie. Ainsi, la Constitution italienne, rédigée en 1947, fait mention dès l'article 9 que, désormais, « La République favorise le développement de la culture et de la recherche scientifique et technique. Elle protège le paysage et le patrimoine historique et artistique de la nation. »⁴⁹. C'est la première fois que cela est mentionné dans une constitution⁵⁰.

Jusqu'ici les archives n'étaient reconnues que pour leur apport bureaucratique mais désormais, l'archive est définie comme faisant partie des « biens culturels » de l'Etat. Le concept de « bien culturel » est reconnu par la suite comme une norme internationale dans la Convention d'Aja, en 1954 ratifiée par 40 pays. Le texte stipule qu'à l'occasion de conflits armés, toute attaque contre le patrimoine culturel d'un pays porte atteinte, par extension, au patrimoine international dans son ensemble⁵¹.

Ce changement de perception des archives se fait progressivement tout au long du XXe siècle. En 1975 est créé le Ministère des Biens Culturels et de l'Environnement désormais responsable de la protection des archives à la place du Ministère de l'Intérieur. La définition du « bien culturel » et la place des archives dans l'appareil étatique se clarifient petit à petit et notamment, récemment, grâce au *Codice dei Beni Culturali*⁵². Ce Code approuvé en 2004 définit en quoi consiste le travail de protection et de valorisation de l'État. L'article 6, en particulier, stipule que l'État est responsable de la valorisation du patrimoine culturel, à savoir qu'il doit rendre public et défendre le patrimoine par une activité de publication. Le code renforce également le rôle central de l'État. L'article 41 fixe les délais au bout desquels les versements d'archives d'une administration vers les archives d'État sont

⁴⁷ Robert-Henri Bautier, *op. cit.*, p. 316.

⁴⁸ Ibid, p. 318.

⁴⁹ Governo Italiano, « la Costituzione della Repubblica Italiana » [en ligne], disponible sur : <http://www.governo.it/Governo/Costituzione/principi.html>, (consulté le 6 avril 2015)

⁵⁰ *Impariamo la Costituzione*, « Articolo 9 » [en ligne], disponible sur : <https://impariamolacostituzione.wordpress.com/2010/05/30/articolo-9/> (consulté le 6 avril 2015)

⁵¹ Antonio Romiti, *op. cit.*, p. 32.

⁵² Ibid, p. 34.

obligatoires. Enfin, les articles 122 à 127 définissent les délais de communicabilité⁵³. De manière générale, les délais tendent à s'amenuiser avec le temps pour promouvoir une plus grande transparence de l'appareil étatique. Ainsi, a été fixé un seuil de communicabilité de 50 ans pour les documents consacrés à la politique intérieure et extérieure de l'État, seuil allant jusqu'à 70 ans pour les documents classés « secrets d'État ». Cependant l'article 123 prévoit des clauses de consultabilité exceptionnelle dans le cadre d'une recherche historique. Dans ce cas, le chercheur doit en faire la demande auprès d'une Commission rattachée au Ministère de l'Intérieur.

Avec la ratification de la nouvelle Constitution, un nouvel organe apparaît pour remplacer l'Archivio del Regno. En 1953 sont créées les Archives centrales de l'État qui récoltent depuis 1948 toutes les archives concernant le pouvoir étatique. Les années de l'après-guerre sont également marquées par la recherche d'une plus grande cohésion vers la centralisation des ressources archivistiques. Ce changement s'opère notamment à travers une loi de septembre 1963⁵⁴ qui vise à structurer et harmoniser l'enseignement des dix-sept écoles d'archivistique éparpillées sur le territoire italien, et cela, malgré les spécificités locales (l'équivalent de l'École des chartes n'existe pas en Italie). En outre, la création de l'Association Nationale des Archivistes Italiens depuis 1949 contribue à l'effort de coordination nationale autour de la discipline. Tout comme le fait en France l'Association des Archivistes Français, l'A.N.A.I a un rôle d'intermédiaire entre les archivistes italiens. C'est un lieu de débat et de partage des initiatives et des nouvelles pratiques⁵⁵.

Aujourd'hui, force est de constater que l'organisation italienne demeure complexe, en particulier du point de vue d'un Français. C'est en partie dû à l'importance de l'organisation locale, typique de la morphologie italienne. En effet, l'Italie bénéficie d'un réseau de centres d'archives très importants et variés mais, aussi, extrêmement disséminés à travers tout le pays. Au-delà des organes étatiques, de très nombreuses institutions périphériques existent et conservent une part non négligeable du patrimoine archivistique. Cependant, dans l'optique de clarifier la recherche, deux sites de recherche ont été mis en place dans les années 2000. Le SIAS (*Sistema Informativo degli Archivi Di Stato*)⁵⁶ et le SIUSA (*Sistema Informativo*

⁵³ Beni Culturali, Direzione Generale Archivi, *ABC degli archivi*, « Consultabilità » [en ligne], disponible sur : <http://www.archivi.beniculturali.it/index.php/abc-degli-archivi/consultabilita>, (consulté le 9 avril 2015)

⁵⁴ Art.14, D.P.R. n.1409, 30 septembre 1963.

⁵⁵ Antonio Romiti, *op. cit.*, p. 163.

⁵⁶ <http://www.archivi-sias.it/>

Unificato per le Soprintendenze Archivistiche)⁵⁷. Ces deux sites recensent respectivement pour les archives d'État, et pour les archives périphériques un aperçu des archives existantes. Ces sites permettent de visualiser ce qui est conservé sur tout le territoire. Depuis 2011, la plateforme SIAN (*Sistema Archivistico Nazionale*)⁵⁸ existe pour faire fusionner le SIAS et le SIUSA en un seul et même outil.

En ce qui concerne l'objet de ce mémoire, nous pouvons nous questionner sur le sort des archives issues du gouvernement fasciste, mais aussi, de celles produites autour de la Résistance.

Les archives du secrétariat du régime fasciste sont regroupées au sein des Archives Centrales de l'État. Cela représente une part très importante mais non totale des archives concernant la période fasciste. En effet, les archives de l'affaire Matteotti⁵⁹ sont, par exemple, conservées aux Archives d'État de Rome. De manière générale, les Archives Centrales de l'État sont spécialisées dans la protection des archives de type institutionnel, ainsi, les exactions du fascisme peuvent échapper à leur contrôle direct. Il en est de même pour les archives concernant la Résistance, le mouvement n'étant pas, par nature, institutionnalisé. De cette période sont conservées les archives du Comité de Libération Nationale, un Comité issu de la Résistance et composé en grande partie de résistants. Sinon, comme nous le verrons plus tard, le reste des archives est conservé très localement et de manière très dispersée à travers tout le pays.

Afin de comprendre comment s'organisent les archives de la Résistance et selon quelles thématiques, il faut tout d'abord comprendre de quelle manière la nécessité d'un travail de mémoire est apparue en Italie, de la Libération jusqu'à nos jours.

⁵⁷ <http://siusa.archivi.beniculturali.it/>

⁵⁸ <http://www.archivi.beniculturali.it/index.php/archivi-nel-web/san-sistema-archivistico-nazionale>

⁵⁹ Giacomo Matteotti, homme politique socialiste assassiné en 1924, un meurtre peu après assumé publiquement par Mussolini.

B. L'Italie d'après-guerre. Un passé lourd à assimiler pour une jeune démocratie

L'Italie à peine unifiée a été transformée par vingt ans de fascisme. Nous nous intéresserons ici à la transition démocratique italienne effectuée à travers les actions politiques, les travaux des historiens mais aussi les évolutions de l'opinion publique.

1. L'absence d'une politique de mémoire ?

Contrairement à l'Allemagne, l'Italie a vécu une guerre extérieure mais également une guerre civile. A la fin de la guerre, le nouveau gouvernement veut rétablir la paix et décide d'appliquer la politique du pardon. On cherche une nouvelle unité nationale sous les traits de la Libération sans revenir sur les sujets de discorde⁶⁰. Ainsi, aucune politique de mémoire n'est proposée mais de nombreuses procédures judiciaires relatives à des massacres pendant la guerre ont été interrompues via trois amnisties successives. La première, le 22 juin 1946, est promulguée sous le gouvernement Togliatti. Elle inclut les crimes liés à la collaboration mais aussi le début des actions Alliées dans le Nord et le centre de l'Italie. La seconde, le 18 septembre 1953, concerne tous les crimes commis avant le 18 juin 1948 pour de nouveau apaiser les tensions après les épisodes d'exécutions sommaires survenus après la guerre répondant à des représailles ou à une volonté d'épuration. La troisième amnistie est décrétée le 4 juin 1966 et empêche la réouverture de certaines archives concernant des criminels allemands. Près de 695 dossiers regardant des massacres nazis en Italie ont été classés provisoirement et les procédures interrompues⁶¹. Ainsi, en ne livrant pas les criminels étrangers, l'Italie n'est pas forcée à faire de même en interne et ne réveille pas de nouveau conflit.

Sans réveiller les tensions, c'est bien dans la lutte contre le fascisme que s'inscrit la nouvelle démocratie⁶². La Résistance et l'antifascisme sont érigés en symboles et le mot « fasciste » devient une insulte⁶³. Les partis politiques extrêmes sont interdits, aussi bien les partis fascistes que les partis communistes, sous la pression du gouvernement américain. Il est

⁶⁰ Sara Pini, « La mémoire du fascisme en Italie : un inconscient lourd de conséquences. » *Nouvelle-Europe*, 25 octobre 2007, [en ligne], disponible sur : <http://www.nouvelle-europe.eu/node/297>. (consulté le 2 janvier 2015)

⁶¹ A.N.P.I, « Armadio della vergogna », mis en ligne le 24 janvier 2011, [en ligne], disponible sur : <http://www.anpi.it/armadio-della-vergogna/>, (consulté le 25 avril 2015)

⁶² Antonio Romiti, *op. cit.*, p.40.

⁶³ Sara Pini, *op. cit.*

nécessaire que l'Italie reprenne place parmi les nations libres, c'est pourquoi le discours politique se concentre en partie sur la diabolisation du passé fasciste⁶⁴. A partir des années 60, la Résistance devient une composante de l'éducation civique. Elle devient surtout un alibi pour ne pas effectuer un bilan plus profond du passé selon Gianpasquale Santamassimo qui critique fortement cette autoreprésentation illusoire d'« un peuple uni contre la tyrannie »⁶⁵.

Cependant, à la fin des années 80, le paradigme « antifasciste » est remis en cause. Les activités terroristes des « brigades rouges » de couleur communiste contribuent fortement à la décrédibilisation des partis socialistes⁶⁶. De plus, le pouvoir est capté par les mêmes partis politiques depuis la fin de la guerre, à savoir un très large centre gauche ou droit. A partir des années 90, les partis interdits sont peu à peu réhabilités, redéfinissant plus distinctement une bipolarisation gauche et droite en Italie⁶⁷. Depuis cette période, des controverses resurgissent et des scandales apparaissent. En 1994, au cours de la recherche de preuves pour le procès d'Erich Priebke⁶⁸, des fichiers classés ont été retrouvés dans ce qui a été appelé par les journalistes « l'Armadio della vergogna »⁶⁹ ou « l'Armoire de la honte » en français. Toutes les procédures n'ont pas pu être réouvertes du fait de la mort des suspects ou pour des délais de prescription. Cette affaire remet en cause la dernière amnistie de 1966 et l'impunité octroyée aux criminels au profit de la volonté de réconciliation nationale.

La politique d'autoreprésentation antifasciste alliée au déni des exactions passées peut s'apparenter aux explications de Paul Ricoeur⁷⁰ sur le rapport entre mémoire et histoire. Selon lui, plusieurs réactions politiques sont envisageables vis-à-vis du passé. Parmi elles, il y a le risque de la mémoire dite « manipulée », à savoir, une mémoire « au service de la quête, de la reconquête ou de la revendication d'identité »⁷¹ détenue par le pouvoir en place pour assurer sa légitimité. Dans ce sens, l'amnistie serait une forme d'« oubli commandé » ou « institutionnel ». Ce n'est ni plus ni moins qu'un « déni de mémoire »⁷² selon Ricoeur. Ce déni prive la mémoire collective d'un affrontement lucide vis-à-vis de son passé et « éloigne

⁶⁴ Antonio Romiti, *op. cit.*, p. 38.

⁶⁵ Extrait cité par Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p. 35-36.

⁶⁶ Antonio Romiti, *op. cit.*, p. 39.

⁶⁷ Sara Pini, *op. cit.*

⁶⁸ Erich Priebke, ancien capitaine SS de l'armée allemande en poste à Rome, accusé de crime de guerre. (notamment co-responsable du massacre des Fosses Ardéatines)

⁶⁹ A.N.P.I, «Armadio della vergogna », *op. cit.*

⁷⁰ Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000, 689 p.

⁷¹ Ibid, p.98.

⁷² Ibid, p.586.

en vérité du pardon après en avoir proposé la simulation »⁷³. Ainsi, entre les revendications identitaires et les oublis forcés, le pouvoir politique a peut-être précipité le travail de mémoire en imposant une vision pacifiste et édulcorée rendant les controverses encore plus brutales.

Les « retournements spectaculaires »⁷⁴ des Italiens dans l’usage de leur passé s’expliquent peut-être en partie par la contestation récente du refoulement imposé par les politiciens. Dès les années 60, l’ouverture des archives fascistes avait déjà provoqué, dans les cercles d’historiens, l’émergence d’un discours moins complaisant. L’étude du débat historiographique d’alors est utile pour comprendre l’évolution des débats publics qui suivront.

2. Le tournant Renzo di Felice : l’historien au cœur du travail de mémoire.

Selon Paul Ricoeur, un bon historien fait preuve de « responsabilité à l’égard du passé »⁷⁵. Il doit être impartial même si la controverse est inévitable. A partir des années 60 et petit à petit, en fonction de l’extinction des délais de communicabilité, les archives fascistes ont été ouvertes au public. Dès 1965, l’historien Renzo de Felice publie une première biographie de Mussolini à partir de l’étude de ces sources⁷⁶. Sept autres livres suivront⁷⁷. Il n’achèvera son entreprise colossale qu’à sa mort en 1996. Son travail est particulièrement intéressant car il inaugure une sorte de renouveau de la recherche. Son rapport à la source est très précis et très méthodique, cela rend les résultats de ses travaux d’autant plus polémiques. En effet, De Felice a brisé un à un les tabous et les idées reçues sur l’Italie fasciste comme sur la Résistance, allant jusqu’à remettre en cause le legs de l’héritage antifasciste⁷⁸.

L’originalité de sa démarche est qu’il s’est concentré sur le fonctionnement du régime fasciste et non pas seulement sur la violence de ses débuts et sa chute finale. Il a ainsi pu aborder le thème épineux du consensus au régime fasciste dans une époque où la plupart de l’historiographie s’accordait autour d’une interprétation antifasciste du régime mussolinien, perçu comme une période de recul social et culturel⁷⁹. L’intention de De Felice est de refuser le raccourci simpliste qui vise à la diabolisation du fascisme et la glorification de

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p. 35.

⁷⁵ Paul Ricoeur, *op. cit.*, p. 337.

⁷⁶ Renzo de Felice, *Mussolini il rivoluzionario, 1883-1920*, Turin, Einaudi, 1965, 773 p.

⁷⁷ Renzo De Felice, *Mussolini*, 4 vol, Turin, Einaudi, 1965-1997.

⁷⁸ Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p. 40.

⁷⁹ Ibid, p. 39

l'antifascisme à laquelle tout le monde doit se plier aveuglément et qui, selon lui, fige considérablement la politique italienne.

Le débat historiographique entamé à la suite des travaux de De Felice est considérable.

Mais, avec du recul, beaucoup d'historiens constatent qu'aucune réponse antifasciste n'a su faire face avec suffisamment de pertinence pour alimenter les discussions. Gianpasquale Santamassimo déplore l'absence d'une référence antifasciste forte⁸⁰, Enzo Colloti met en cause la prise de conscience tardive qui a provoqué un manque de réaction⁸¹ et Nicola Gallerano constate que, dans son ensemble, « la limite de la culture historiographique a été de faire de l'anti-Defelice »⁸². La contestation en face n'était pas adéquate et ne proposait pas une argumentation aussi rigoureuse que celle de De Felice. Cela a donné aux vrais défenseurs du fascisme une nouvelle forme de légitimité en revenant sur toute la modernité acquise durant le régime mussolinien que plus aucun historien ne pouvait contester⁸³.

D'après Nicola Gallerano, l'historiographie a une fonction politique. Elle permet de réguler la mémoire et l'oubli pour façonner une identité collective qui se distingue de celle des autres communautés⁸⁴. Or, en 2002, Bechelloni remarquait en Italie une vision complaisante du passé fasciste⁸⁵. Il est difficile d'établir un lien direct de cause à effet avec les travaux de De Felice. En revanche, ces travaux ont certainement contribué à la réapparition de débats autour du fascisme qui n'étaient pas envisageables auparavant.

3. L'usage public du passé

Entre les actions politiques et les débats entre historiens autour du couple fascisme/antifascisme il serait bon d'approcher l'opinion générale. Antonio Bechelloni remarque, lui, un « abandon de tabous »⁸⁶ vis-à-vis du passé fasciste, en écho avec l'élection de Silvio Berlusconi en 2001. La question est de savoir si le discours électoral a façonné l'opinion publique où s'il la reflète, tout simplement.

⁸⁰ Extrait cité par Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p. 35-36.

⁸¹ Enzo Colloti, « Prefazione », *Fascismo e antifascismo : Negazionismi, rimoziamenti, revisioni*, Rome/Bari, Laterza, 2000, p. 4.

⁸² Nicola Gallerano, « Storiografia di un tranquillo passato fascista », *Le verità della storia : Scritti sull'uso pubblico della storia*, Milan, Manifestolibri, 1999, p.162

⁸³ Extrait cité par Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p. 35-36.

⁸⁴ Nicola gallerano, *L'uso pubblico della storia*, Milan, Franco Angeli, 1995, p.20.

⁸⁵ Antonio Bechelloni, *op.cit.*, p. 35.

⁸⁶ Ibid.

Encore une fois, il faut se rappeler que le régime fasciste s'est étendu sur vingt longues années durant lesquelles l'enseignement scolaire était tout à la cause du gouvernement. C'est aussi pendant cette époque qu'est apparue la modernité en Italie. Lors d'une conférence proposée à l'université de Rome 3, le 2 avril 2015, nous avons pu entendre un exposé de Ginevra Pierrucci. Celle-ci présentait un bilan de son mémoire de fin d'étude à propos de la mémoire du passé fasciste chez les habitants de l'île confinée de Ventotene dans le Latium⁸⁷. Pour cela, l'étudiante a effectué un important travail de collecte de témoignages oraux. Ces sources ont révélé que le fascisme est perçu, avec du recul, comme un âge prospère où l'activité économique était bonne, tandis que les années suivantes furent plus difficiles.

Les aspects sombres du régime dictatorial semblent être occultés. Gianspasquale Santamassimo blâme les médias de cet état de fait. Selon lui, la presse a « édulcoré le fascisme »⁸⁸. Précisons que l'organisation des médias est particulière en Italie. La société de diffusion télévisuelle de la RAI existe depuis 1954 et depuis cette date les chaînes sont contrôlées par le gouvernement italien et même des partis politiques. Rappelons que l'emprise de Berlusconi sur les médias a provoqué des polémiques étant donné que celui-ci possède six des sept chaînes les plus regardées⁸⁹. Encore aujourd'hui certains journalistes dénoncent le risque de propagande politique véhiculée par les médias⁹⁰.

Ainsi, au fil des années, la banalisation du régime fasciste s'est ancrée dans une partie de l'opinion selon Santamassimo⁹¹. Pire encore, avec le temps, ses thèses se sont consolidées car elles ont été amalgamées avec le fruit de la recherche historique⁹².

Une idée qui revient régulièrement à propos de l'usage du passé est celui de *l'auto-assoluzione* ou « auto-absolution » en français. C'est le fait de se laver soi-même de ses

⁸⁷ Ginevra Pierucci, « *Fare storia orale. Ventotene nelle voci degli abitanti dell'isola confinaria alla caduta del fascismo* », Mémoire de fin d'études dirigé par Manfredi Merluzzi, Université de Rome III, 2014, 64p.

⁸⁸ Extrait cité par Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p. 35-36.

⁸⁹ *The Guardian*, « Silvio Berlusconi's media reach », publié le 8 novembre 2010 [en ligne], disponible sur : <http://www.theguardian.com/media/2010/nov/08/silvio-berlusconi-media>, (consulté le 25 avril 2015).

⁹⁰ *Confronti.net*, « Il pubblico in fuga da un Rai faziosa », publié le 17 mai 2011 [en ligne], disponible sur : <http://www.confronti.net/confronti/2011/05/il-pubblico-in-fuga-da-una-rai-faziosa/>, (consulté le 25 avril 2015).

⁹¹ Extrait cité par Antonio Bechelloni, *op. cit.*, p. 35-36.

⁹² *Ibid.*

péchés. Un phénomène expliqué entre autres par Guido Crainz⁹³. En effet, pour retrouver la paix, l'Etat italien a promulgué une politique d'amnistie qui a fait passer le fascisme pour un accident de l'histoire. Ainsi, ni les politiciens, ni les tribunaux, ni la société italienne dans son ensemble n'ont été confrontés à un examen de conscience. Une forme d'auto-absolution s'est diffusée d'elle-même dans toutes les couches de la société⁹⁴ et a fait naître également le mythe de *l'Italiani brava gente*, le mythe des Italiens comme étant des braves personnes, n'ayant fait aucun mal. Ce postulat est repris et condamné dans l'ensemble de l'ouvrage d'Angelo del Boca : *Italiani, brava gente ?*⁹⁵, l'auteur reprend point par point tous les méfaits commis sous le régime fasciste et veut mettre fin à l'idée reçue que seuls les nazis auraient commis des atrocités.

Depuis quelques années maintenant des historiens écrivent des ouvrages pour condamner la banalisation du fascisme et appeler les Italiens à se montrer responsables vis-à-vis de leur passé. Dans ce contexte, c'est la place accordée à la mémoire de la Résistance qu'il serait judicieux d'interroger. Quel rôle la Résistance tient-elle dans les mémoires italiennes ?

⁹³ Guido Crainz, *Autobiografia di una repubblica: le radici dell'Italia attuale*, Roma, Donzelli Editore, 2009, 246 p.

⁹⁴ Ibid, p.43.

⁹⁵ Angelo del Boca, *Italiani, brava gente ?*, Vicence, Neri Pozza, 2005, 318 p.

C . La place de la Résistance dans les mémoires

Autour de ce débat mémoriel compliqué, la Résistance semble être un point d'appui privilégié pour illustrer l'après-fascisme. Cependant c'est un symbole qui a essuyé quelques controverses.

1. Un événement érigé en symbole... à tort ?

Le 8 septembre 1943 est signé l'armistice de Cassibile. Mussolini est destitué par le roi Victor-Emmanuel III et l'Italie se range du côté des Alliés. Le Comité de Libération National est instauré le lendemain, composé de politiciens antifascistes. Peu après, le Duce fonde la République Sociale Italienne dans le Nord de l'Italie, un gouvernement collaborateur de l'Allemagne nazi. C'est à partir de ce moment que la Résistance va véritablement se développer, surtout dans le Nord de l'Italie pour contrer les forces allemandes.

Avant cela, des groupes rebelles organisés spontanément existaient déjà. Claudio Pavone date l'origine de la Résistance dès les années 20 avec le *Bienno rosso*, « les deux années rouges » de 1919 et 1920 marquées par des mobilisations paysannes contre le squadrisme fasciste⁹⁶. Mussolini matraqua fermement les révoltes et les insurrections ne reprendront de l'ampleur qu'en 1943 après un progressif détachement des Italiens du régime.

La Résistance n'est pas unifiée mais est composée de plusieurs branches parfois divisées les unes des autres en raison de divergences d'ordre politique. L'historien Giorgio Bocca compte 20000 à 25000 résistants sur l'ensemble du territoire à la fin d'avril 1944⁹⁷ avec une prédominance des communistes de la brigade dite des « Garibaldi » mais il y a aussi des catholiques, des monarchistes, des libéraux ou même des partisans qui ne revendiquent aucune idée politique, seulement le rejet du fascisme. Le manque d'unité parmi les brigades partisans est l'objet de controverses aujourd'hui car elles seront à l'origine d'exécutions sommaires entre résistants. Hélène Angiolini, dans le cadre d'une interview envoyée aux membres de l'IRSIFAR, mentionne par exemple le cas de l'exécution de partisans catholiques par des partisans communistes dans le village de Porzus au mois de février 1945⁹⁸. Les actions des partisans ont également été l'objet de lourdes représailles dans les populations

⁹⁶ Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1995, p. 246 – 247.

⁹⁷ Giorgio Bocca, *Storia dell'Italia partigiana : Settembre 1943 - maggio 1945*, Bari, Laterza, 1966, p. 265.

⁹⁸ Annexe n° 1, question n° 9.

civiles. En effet, la mort d'un soldat allemand pouvait être vengée par l'exécution de dix Italiens choisis au hasard. Ainsi en témoignent à Rome les Fosses Ardéatines, ouvertes au public aujourd'hui, où périrent près de 335 Italiens en représailles d'attentats commis la veille⁹⁹.

Aujourd'hui, toujours selon Hélène Angiolini, une partie de l'opinion publique remettrait même en cause la contribution de la Résistance italienne à la guerre pour la Libération en ne reconnaissant que les forces Alliées. Cependant les Alliés eux-mêmes auraient reconnu l'apport des partisans italiens à l'effort de guerre si l'on en croit le rapport de la commission Hewitt reprise par Paul Ginsborg : « Sans les victoires partisans il n'y aurait pas eu une victoire des Alliés si rapide, si écrasante, si peu coûteuse. »¹⁰⁰

Quoiqu'il en soit, la Résistance reste un sujet polémique par certains aspects. De fait, elle n'obtient pas l'adhésion de la société italienne dans son ensemble. Toutefois, ses défenseurs persistent et tâchent de l'ériger en tant que fondement incontournable de la République italienne.

2. La Résistance comme « Second Risorgimento »

Le *Risorgimento* est le nom attribué à la phase d'unification de l'Italie dans la moitié du XIXe siècle. Certains historiens parlent de « Second Risorgimento » à propos de la Résistance symbolisant le passage à la république et à la démocratie¹⁰¹. Le bouleversement des valeurs en serait tout aussi important.

En effet, d'après Santo Peli : « Sans résistance armée, il y aurait très probablement une monarchie en Italie et la Constitution, profondément novatrice en termes de justice sociale, n'aurait pas été écrite »¹⁰². Outre l'importance militaire, la Résistance a eu un impact politique et moral important qui a influencé le nouveau cadre institutionnel de l'Italie.

⁹⁹ Annexe n° 1, question n° 9.

¹⁰⁰ Paul Ginsborg, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi. Società e politica 1943 -1988*, Turin, Einaudi, 1989, p.90.

¹⁰¹ Istituto Piemontese per la Storia della Resistenza e della Società Contemporanea, Actes de la conférence internationale « Un secondo Risorgimento ? La Resistenza nella ridefinizione dell'identità nazionale, Turin, 24-25 novembre 2011 [en ligne], disponible sur : http://www.istoreto.it/ricerca/Programma_Convegno.pdf, (consulté le 28 avril 2015)
A.N.P.I., « Dal primo al Secondo Risorgimento », publié le 7 décembre 2010 [en ligne], disponible sur : <http://www.anpi.it/dal-primo-al-secondo-risorgimento/> (consulté le 28 avril 2015)

¹⁰² Santo Peli, *La Resistenza in Italia, storia e critica*, Turin, Einaudi, 2004, p.174.

James Edward Miller surenchérit, selon lui, la Résistance est même « un mythe fondateur de la République »¹⁰³. La guerre civile n'en a été qu'un aspect inévitable¹⁰⁴. Au-delà des villes libérées, le symbole fort de la Résistance est la cohabitation des partis politiques hostiles entre eux au sein du Comité de Libération Nationale. C'est cette première expérience démocratique dont il faut conserver la mémoire absolument, « un des moments les plus brillants de l'Italie unifiée »¹⁰⁵. Ces propos exaltés ne semblent pas tenir compte des disparités profondes qui régnaient en réalité au sein du CLN entre les démocrates-chrétiens, les modérés libéraux ou encore les radicaux de gauche¹⁰⁶, causant sa chute le 4 décembre 1945. Paul Ginsborg se montre peut-être plus réaliste sur le sujet. En effet, celui-ci insiste sur les aspirations défendues par les partisans qui n'ont pas été pleinement réalisées en termes de réformes structurelles sociales et économiques. Ainsi, la Résistance n'aurait pas réussi une coupure nette et profonde avec le passé selon l'historien¹⁰⁷.

Toutefois, quand bien même la transition n'aurait pas été immédiate, aujourd'hui, de nombreuses associations existent en Italie et défendent les valeurs de la Résistance. Comme l'affirme Hélène Angioloni : « C'est dans les volontés, dans les patrimoines d'idées, dans les différentes cultures politiques des hommes et des femmes qui ont fait naître et soutenu la Résistance italienne, qu'on peut encore trouver, en 2015, la meilleure Italie.¹⁰⁸ »

En ce sens, la Résistance est un événement fort pour sa portée symbolique. Il incarne la promotion de la démocratie idéale vers laquelle tendre, dans une Italie qui n'avait presque vécu jusque là que sous le joug de pouvoir autoritaire.

¹⁰³ James Edward Miller, « Who chopped down that cherry tree ? The Italian Resistance in history and politics, 1945-1998 », *Journal of Modern Italian Studies*, n°1, 1999, p.37.

¹⁰⁴ Ibid, p. 46.

¹⁰⁵ Ibid, p. 49.

¹⁰⁶ Paul Ginsborg, *op. cit*, p. 115-117.

¹⁰⁷ Ibid, p. 90-91.

¹⁰⁸ Annexe n°1, question ° 8.

CONCLUSION

Ce balayage politique, historiographique et sociétal du XXe siècle a permis de faire apparaître les enjeux du débat public autour du fascisme et de la Résistance. Aujourd'hui encore des ouvrages paraissent concernant la place que le régime fasciste doit occuper dans la mémoire historique de l'Italie. Quant à la Résistance, elle peut représenter à la fois l'unité face à l'ennemi fasciste ou nazi mais aussi la guerre civile à travers les exactions partisanses marquées par l'idéologie de la lutte des classes ou encore, à travers le conflit entre fascistes et antifascistes italiens¹⁰⁹.

Dans le même temps, tout au long du XXe siècle, les institutions d'archives ont évolué et se sont développées dans le but de promouvoir plus de transparence et d'accès à l'information pour le public. Les réformes légales en termes d'archivistique vont, en tous les cas, dans ce sens. Or, la communication sur le passé est primordiale car comme l'explique Paul Ricoeur : « La projection du futur est [...] solidaire de la rétrospection sur les temps passés. »¹¹⁰. Ainsi, le débat mémoriel, alimenté entre autres par les sources archivistiques autour du fascisme et de la Résistance, prend son importance dans le sens des valeurs à défendre pour bâtir l'Italie de demain.

¹⁰⁹ Claudio Pavone , *op. cit.*, p. 169.

¹¹⁰ Paul Ricoeur, , *op. cit.*, p. 404.

ORIENTATIONS DE RECHERCHE

La question est désormais de savoir quel rôle un centre d'archives peut avoir dans le cadre d'une construction identitaire. Jusqu'où peut-il ou doit-il s'investir vis-à-vis du public ?

Depuis quelques années, un travail de reconstruction de la mémoire a été entrepris à travers un réseau énorme de centres consacrés à l'histoire du XXe siècle, notamment des centres d'archives privés. Les archives de la Résistance sont dissociées des archives portant sur le régime fasciste. Les archives d'État conservent les archives du régime fasciste puisque ce sont des archives d'origine institutionnelle. Les archives de la Résistance sont, elles, conservées par des institutions locales et privées. L'État a un droit de regard sur ses archives via les organes étatiques de la Surintendance implantés dans chaque région et ayant la charge de veiller au bon traitement du patrimoine historique, dont les archives.

Que pouvons-nous interpréter de cette division des champs d'études ? Certes, l'État ne conserve que ce qui provient d'un cadre institutionnalisé mais l'épisode de la Résistance est un moment qui signifie pour beaucoup le début de la République et de l'élan démocratique en Italie. N'aurait-il pas été plus judicieux, au nom de la symbolique, que l'État prenne soin de cet héritage historique ? Cela dénote-t-il d'un malaise politique à l'égard de l'événement ?

D'autre part, existe-t-il une différence de traitement de l'information entre les différents centres d'État et les institutions privées ? Les archives sont-elles collectées différemment ? Quels sont les sujets privilégiés par tous ces centres d'archives ? S'il y a la volonté de réaffirmer voire d'actualiser dans les mémoires l'importance de certains événements historiques, alors comment agissent-ils en ce sens ? Comment intervenir sur l'opinion publique forgée au gré des années par les héritages familiaux et les expériences personnelles ? Comment atteindre la jeunesse sur qui repose la transmission de la mémoire ? La réception du passé est-elle encore aussi sensible aujourd'hui ?

Nous avons observé des tags « Antifa » dans les rues romaines, notamment dans la Via Ostiense, le quartier étudiant et universitaire de Rome¹¹¹. Des messages sont également écrits sur des édifices publics tels que « Le nationalisme est une illusion.../Antifa »¹¹². Ces manifestations urbaines laissent supposer qu'une partie de la jeunesse est encore aujourd'hui investie dans les revendications antifascistes, 70 ans après la mort du régime. Peut-être sont

¹¹¹ Annexe n° 2.

¹¹² Annexe n° 2, photo n° 3.

elles simplement l'expression de groupuscules. L'antifascisme est en effet une référence encore largement utilisée par les partis politiques communistes. Cependant, nous avons pu remarquer, lors de la manifestation pour les 70 ans de la Libération, que beaucoup de jeunes s'étaient dressés derrière les banderoles rouges¹¹³. Les tracts distribués dénonçaient le gouvernement actuel de ne pas correspondre au projet démocratique initial fondé à l'issue de la guerre pour la Libération.

Les jeunes seraient donc concernés par ces enjeux mémoriels. Leur questionnement trouve-t-il un écho dans les centres d'archives ?

¹¹³ Annexe n° 4, photo n° 3.

BIBLIOGRAPHIE

1. Archivistique italienne

a) Principes de l'archivistique en Italie

BONFIGLIO DOSIO (Giorgetta), *Primi passi nel mondo degli archivi*, 4è éd., Padoue, Cleup, 2010, 180 p.

GIUVA (Linda), GUERCIO (Maria), *Archivistica. Teorie, metodi, pratiche*, Rome, Carocci, 2014, 464 p.

GUERICO (Maria), PIGLIAPOCO (Stefano), VALACCHI (Federico), *Archivi e informatica, Torre del Lago*, Civita Editoriale, 2010, 160 p.

LODOLINI (Elio), *Archivistica. Principi E Problemi*, 15è éd, Milan, Franco Angeli, 2013, 496 p.

NAVARRINI (Roberto), *Gli archivi privati*, Torre del Lago, Civita Editoriale, 2005, 129 p.

PIGLIAPOCO (Stefano), *La memoria digitale delle amministrazioni pubbliche, Santarcangelo de Romagna*, Maggioli Editore, 2005, 322 p.

ROMITI (Antonio), *Archivistica Generale : Primi Elementi*, 5è éd., Lucques, Civita Editoriale, 2011, 166 p.

ROMITI (Antonio), *Archivi e outsourcing*, Torre del Lago, Civita Editoriale, 2009, 88 p.

VALENTI (Filippo), *Scritte e lezioni di archivistica, diplomatica e storia istituzionale*, a cura di Daniela Grana, Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Rome, Saggi 57, 2000, 351 p.

ZANNI ROSIELLO (Isabella), *Gli archivi nella società contemporanea*, Bologne, Il Mulino, 2009, 216 p.

b) L'histoire des archives en Italie

ANGELUCCI (Patrizia), *Breve storia degli archivi e dell'archivistica*, Pérouse, Morlacchi Editore, 2008, 155 p.

BAUTIER (Robert-Henri), « Les Archives italiennes pendant la guerre », *Bibliothèque de L'Ecole des chartes*, to 106, n°106-2, 1946, p. 309-320.

D'ADDARIO (Arnaldo), « L'organizzazione archivistica italiana al 1960 », *Quaderni della Rassegna degli Archivi di Stato*, n°4, Rome, 1960, 79 p.

FALCONE (Ugo), *Gli archivi nell'Italia fascista. Storia, teoria e legislazione*, Udine, Forum, 2006, 278 p.

GIORDANO (Virgilio), *Archivistica e beni culturali*, Rome/Caltanissette, Salvatore Sciascia editore, 1978, 609 p.

LODOLINI (Elio), « Fascismo, istituzioni, archivistica, in un studio di Ugo Falcone », *Le carte et la storia*, Il Mulino, 2 février 2006, p. 27-36.

LODOLINI (Elio), *Lineamenti di storia dell'archivistica italiana. Dalle origini alla metà del secolo XX*, 7è éd., Milan, Franco Angeli., 2013, 368 p.

2. Aperçu général sur l'histoire du fascisme et de la Résistance en Italie

a) Autour du fascisme

CARLI (Maddalena), « Par la volonté du Duce et par l'oeuvre du Parti », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 15 septembre 2008[En ligne], disponible sur: <http://ccrh.revues.org/301> (consulté le 16 avril 2015), 12 p.

CORNER (Paul), « La mémoire de la guerre et le fascisme italien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 41, 1994, p. 60-66.

DE BERNARDI (Alberto), *Una dittatura moderna : Il fascismo come problema storico*, Milan, Bruno Mandadori, 2001, 184 p.

DE FELICE (Renzo), *Mussolini*, 4 vol., Turin, Einaudi, 1965-1997.

MILZA (Pierre), BERNSTEIN (Serge), *Le Fascisme italien (1919-1945)*, Paris, Le Seuil, 1980, 448 p.

STERNHELL (Zeev), ASHERI (Maia), SNAJDER (Mario), *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989, 424 p.

b) Autour de la Résistance

BOCCA (Giorgio), *Storia dell'Italia partigiana : Settembre 1943 - maggio 1945*, Bari, Laterza, 1966, 594 p.

REVELLI (Nuto), *La guerra dei poveri*, Turin, Einaudi, 1993, 420 p.

ROCHAT (Giorgio), *Le guerre italiane*, Turin, Einaudi, 2005, 460 p.

SPRIANO (Paolo), *Storia del Partito Comunista Italiano. La Resistenza, Togliatti e il partito nuovo*, vol.5., Turin, Einaudi, 1978, 362 p.

TAVIANI (Paolo Emilio), *Breve storia della Resistenza italiana, Museo storico della Liberazione*, Roma, Civitas, 238 p.

3. Débats historiographiques depuis les années 60 et la relecture des source

a) Débat entre fascisme et antifascisme

BECELLONI (Antonio), « Le débat historiographique italien autour du fascisme et de l'antifascisme », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, t. 68, n° 1, 2002, p. 35-41

COLLOTI (Enzo), *Fascismo e antifascismo : Negazionismi, rimozioni, revisioni*, Rome/Bari, Laterza, 2000, 554 p. (notamment la préface).

DE FELICE (Renzo), *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Turin, Einaudi, 1961, 648 p.

DE FELICE (Renzo), *Comprendre le fascisme*, Paris, Seghers, 1975, 299 p.

DE FELICE (Renzo), *Fascismo, antifascismo, nazione : note e ricerche*, Rome, Bonacci, 1996, 293 p.

DE FELICE (Renzo), *Les interprétations du fascisme : essai*, Paris, Ed. des Syrtes, 2000, 295 p.

GALLERANO (Nicola), « Storiografia di un tranquillo passato fascista », *Le verità della storia : Scritti sull'uso pubblico della storia*, Milan, Manifestolibri, 1999, p.160-165.

GENTILE (Emilio), *Fascismo. Storia e interpretazione*, Rome/Bari, Laterza, 2002, 340 p.

GENTILE (Emilio), « L'héritage fasciste entre mémoire et historiographie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 4, 20 octobre 2008, p. 51-62.

PAVONE (Claudio), « Negazionismi, rimoziiani, revisioni : storia o politica ? », *Fascismo e antifascismo : Negazionismi, rimoziiani, revisioni*, sous la direction d'Enzo Colloti, Rome/Bari, Laterza, 2000, 554 p., p. 15-42.

SANTAMASSIMO (Gianpasquale), « Il ruolo di Renzo De Felice », *Fascismo e antifascismo : Negazionismi, rimoziiani, revisioni*, sous la direction d'Enzo Colloti, Rome/Bari, Laterza, 2000, 554 p., p.415-430.

Débats autour de la Résistance

GALLERANO (Nicola), *La Resistenza tra storia e memoria*, Milan, Mursia, 1999, 306 p.

GINSBORG (Paul), *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi. Società e politica 1943 -1988*, Turin, Einaudi, 1989, 622 p.

MILLER (James Edward), « Who chopped down that cherry tree ? The Italian Resistance in history and politics, 1945-1998 », *Journal of Modern Italian Studies*, n°1, 1999, p.37-54.

PAVONE (Claudio), *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1995, 825 p.

PELI (Santo), *La Resistenza in Italia, storia e critica*, Turin, Einaudi, 2004, 278 p.

Istituto Piemontese per la Storia della Resistenza e della Società Contemporanea, Actes de la conférence internationale « Un secondo Risorgimento? La Resistenza nella ridefinizione dell'identità nazionale, Turin, 24-25 novembre 2011 [en ligne], disponible sur : http://www.istoreto.it/ricerca/Programma_Convegno.pdf, (consulté le 28 avril 2015)

A.N.P.I, « Dal primo al secondo Risorgimento », publié le 7 décembre 2010 [en ligne], disponible sur : <http://www.anpi.it/dal-primo-al-secondo-risorgimento/> (consulté le 28 avril 2015)

4. Histoire, mémoire et usages du passé

a) Ouvrages généraux

ANDRIEU (Claire), LAVABRE (Marie-Claire), TARTAKOWSKY (Danielle), *Politiques du passé : Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Publications de L'Université de Provence, 2006, 264 p.

BLOCH (Marc), *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, A. Colin, 1949, 110 p.

CRIVELLO (Maryline), GARCIA (Patrick), OFFENSTADT (Nicolas), « Les braconniers de l'Histoire. Les reconstitutions historiques : nouveaux lieux du politique ? », *Concurrence des passés : Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Publications de l'Université de Provence, 2006, p. 49-58.

FINKIELKRAUT (Alain), MARIENSTRAS (Richard), TODOROV (Tzvetan), *Du bon usage de la mémoire*, Genève, Ed. du Tricorne, 2000, 47 p.

FINLEY (Moses Immanuel), *Mythe, mémoire, histoire : les usages du passé*, Paris, Flammarion, 1981, 270 p.

HALBWACHS (Maurice), *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1977, 295 p.

HARTOG (François), REVEL (Jacques), *Les usages politiques du passé*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2001, 212 p.

JEWSIEWIKI (Bogumil), LETOURNEAU (Jocelyn), *L'histoire en partage : usages et mises en discours du passé*, Paris, Harmattan, 1996, 232 p.

NORA (Pierre), *Les lieux de mémoire*, 3 t., Paris, Gallimard, 1984 - 1992.

RICOEUR (Paul), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000, 676 p.

TODOROV (Tzvetan), *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2001, 60 p.

TODOROV (Tzvetan), « La mémoire devant l'histoire », *Terrain*, n°25, septembre 1995, p. 101-112

b) L'usage du passé en Italie

AGOSTI (Aldo), COLOMBINI (Chiara), *Resistenza e autobiografia della nazione : Uso pubblico, rappresentazione, memoria*, Turin, SEB27, 2012, 356 p.

CHIARINI (Roberto), *25 aprile : la competizione politica sulla memoria*, Venise, Marsilio,

2005, 119 p.

CRAINZ (Guido), *Autobiografia di una repubblica: le radici dell'Italia attuale*, Roma, Donzelli Editore, 2009, 246 p.

DEL BOCA (Angelo), *Italiani, brava gente ?*, Vicence, Neri Pozza, 2005, 318 p.

GALLERANO (Nicola), *L'uso pubblico della storia*, Milan, Franco Angeli, 1995, 240 p.

PIERUCCI (Ginevra), « *Fare storia orale. Ventotene nelle voci degli abitanti dell'isola confinaria alla caduta del fascismo* », Mémoire de fin d'études dirigé par Manfredi Merluzzi, Université de Rome III, 2014, 64p.

PINI (Sara), « La mémoire du fascisme en Italie : un inconscient lourd de conséquences. » *Nouvelle-Europe*, 25 octobre 2007, [en ligne], disponible sur : <http://www.nouvelle-europe.eu/node/297>. (consulté le 2 janvier 2015)

5. Archives et mémoire

a) Responsabilité historique des archives

DUCLERT (Vincent), « Les historiens et les archives. » [Introduction à la publication du rapport de Philippe Bélaval sur les Archives nationales], *Genèses*, n°36, 1999, p. 132-146

ZANNI ROSIELLO (Isabella), *Archivi e memoria storica*, Bologne, Il Mulino, 1987, 200 p.

b) Ouvrages généraux sur le militantisme

JACQUEMART (Alban) « Engagement militant », Dictionnaire genre et sciences politiques, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, 712 p.

PEREIRA (Irène), « Individualité et rapports à l'engagement militant », *Interrogations ?*, n°5, publié le décembre 2007 [en ligne], disponible sur : <http://www.revue-interrogations.org/Individualite-et-rapports-a-l>, (consulté le 16 mai 2015)

VENDRAMIN (Patricia), *L'engagement militant*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2013, 190 p.

c) L'archivage militant

ALMA Archives, livres, manuscrits et autres supports de l'information, « Don d'archives, don de soi : le cas des archives militantes, une intervention de Bénédicte Grailles dans le séminaire ALMA, le 18 janvier 2013 » (compte rendu de séminaire), [en ligne], disponible sur : <http://alma.hypotheses.org/682> (consulté le 12 avril 2015)

GRAILLE (Bénédicte), « Les raisons du don. L'exemple du Centre des archives du féminisme (2001-2010) », dans BARD (Christine) dir., *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, PUR, 2012, 260 p., p. 43-58.

MARCILLOUX (Patrice), *Les ego-archives, traces documentaires et recherche de soi*, Rennes, PUR, 2013, 252p.

ETAT DES SOURCES

I. Sources imprimées

- **Revues**

L'IRSIFAR publie depuis 1991 les « *Annales Irsifar* ».

- **Tracts et brochures**

Les tracts et brochures d'associations sont utiles pour appréhender la logique de communication des associations envers le public et comprendre rapidement les prises de position de chacune

- Brochure de l'IRSIFAR offerte dans les locaux de l'institution, 2015, 4 p.

- Brochure de l'ANCFARGL (*Associazione Nazionale Combattenti FF.AA Regolari Guerra di Liberazione*), 2015, 4 p.

- Tract de l'A.N.P.I (*Associazione Nazionale Partigiani d'Italia*), 2015, 1p.

II. Sources créées

- **Interview écrite**

Les membres de l'IRSIFAR se sont montrés disposés à soutenir l'élaboration de ce mémoire. Parmi eux, Madame Hélène Angiolini a personnellement pris en charge la rédaction des réponses d'une interview de 21 questions¹¹⁴ relatives au fonctionnement d'IRSIFAR. Les réponses ont été ensuite transmises et relues par Annabella Gioia, la directrice.

Madame Angiolini est professeur d'histoire en collège. Elle a passé un concours pour travailler à l'IRSIFAR pour une durée de 5 ans et occupe cette fonction depuis septembre 2014. C'est en tant qu'étudiante qu'elle a d'abord découvert l'institution, puis, en tant que professeur.

- **Questionnaire**

Dans le cadre de notre recherche autour de la mémoire collective, cette étude permet d'obtenir un aperçu des points de vue existants sans avoir la prétention d'établir un sondage fiable de l'opinion sur le sujet.

¹¹⁴ Annexe n° 1.

Notre questionnaire s'intitule « La mémoire de la Résistance parmi les jeunes »¹¹⁵. L'enjeu est de savoir comment l'événement est perçu par les jeunes générations. En effet, à travers l'état de connaissances nous avons tenté de saisir l'évolution des opinions quant à la réception du passé. Aujourd'hui, voilà 70 ans que l'Italie est devenue une République démocratique. Il est intéressant de voir comment les jeunes se situent par rapport à ce passé. Les jeunes sont un public cible puisqu'ils influenceront à leur tour les générations futures.

Les réponses au questionnaire sont également utiles pour les associations afin qu'elles puissent juger de l'efficacité de leur engagement et de leurs actions.

Pour des raisons de confidentialité, il a été impossible de les diffuser à grande échelle dans les réseaux scolaires connus de l'Institut. Les réponses collectées proviennent donc de la diffusion d'un questionnaire en ligne mais aussi de sa diffusion papier sur les bancs de l'université de Rome 3. La population interrogée est donc très largement étudiante. Au bout d'un mois de diffusion, nous avons obtenu involontairement mais très exactement 100 réponses provenant de 50 filles et 50 garçons. Parmi les questions fermées à choix multiples figuraient également des questions ouvertes où il était possible de commenter. Or, de nombreux commentaires ont été reçus, dénotant l'intérêt des interrogés sur le sujet.

- **Investigations personnelles**

Des tags urbains relatifs au fascisme et surtout à l'antifascisme ont été pris en photo dans les rues romaines¹¹⁶. Ces sources sont informelles donc elles ne peuvent pas pleinement faire partie d'un travail de recherche historique. Cependant, il nous a semblé important de mentionner leur existence.

De la même manière, à l'occasion des 70 ans de la Libération, des affiches annonçant des manifestations « antifascistes » ont été prises en photo¹¹⁷ tout comme la manifestation elle-même¹¹⁸.

III. Autres sources

¹¹⁵ Annexe n°5.

¹¹⁶ Annexe n° 2.

¹¹⁷ Annexe n° 3.

¹¹⁸ Annexe n° 4.

- **Conférence**

Le 13 et 14 mai 2015 a eu lieu un séminaire organisé par l'ISHA (International Students of History Association), une association étudiante de Roma 3 et l'ANCFARGL (Associazione Nazionale Combattenti FF.AA Regolari Guerra di Liberazione). L'événement s'est organisé autour d'interventions de professeurs et d'étudiants mais aussi autour de témoignages de vrais résistants venus pour raconter leur histoire.

- **Sites web**

Voici une liste des sites Web qui ont été sollicités dans le cadre de mes recherches :

Le site de la direction des archives du Beni Culturali pour les questions de type historiques ou juridiques relatives aux archives : <http://www.archivi.beniculturali.it/>

Le site <http://www.culturaroma.it/home> pour comprendre l'organisation de la vie culturelle à Rome, notamment l'historique de la Casa della Memoria e della Storia abritant l'IRSIFAR.

Les banques de données d'archives :

- Du SIAS (*Sistema Informativo degli Archivi Di Stato*) recense les archives détenues par les centres d'Archives d'État : <http://www.archivi-sias.it/>

- Du SIUSA (*Sistema Informativo Unificato per le Soprintendenze Archivistiche*) recense les archives détenues par les centres d'archives périphériques aux organes d'État: <http://siusa.archivi.beniculturali.it/>

- Des Archivi del Novecento, banque de données qui recense les archives des instituts consacrés à l'histoire du XXe siècle : <http://www.archividelnovecento.it/>

Puis les sites des associations évoquées :

L'INSMLI (*Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia*) : <http://www.insmli.it/>

L'IRSIFAR (*Istituto Romano per la Storia d'Italia del Fascismo alla Resistenza*) : <http://www.italia-resistenza.it/rete/insmli/irsifar-roma/>

L'A.N.P.I (*Associazione Nazionale Partigiani d'Italia*) : <http://www.anpi.it/>

Archivi della Resistenza : <http://www.archividellaresistenza.it/cms/index.html>

Le FIAP (*Federazione Italiana Associazioni Partigiani*) : www.fiapitalia.it

La Fondation Basso : www.fondazionebasso.it

L'ANCFARGL (*Associazione Nazionale Combattenti FF.AA Regolari Guerra di Liberazione*) : www.combattentiliberazione.it/

PARTIE II : L'IRSIFAR, L'EXEMPLE D'UN CENTRE D'ARCHIVES ENGAGÉ

INTRODUCTION

Le 25 avril 2015, l'Italie a fêté les 70 ans de la Libération. Pour l'occasion, de nombreux événements ont été organisés révélant un large panorama d'institutions ou associations œuvrant pour la sauvegarde de la mémoire de la Résistance.

Les instituts collectant des archives sur la Résistance sont très nombreux en Italie, d'autant plus dans le Nord où se sont déroulées la plupart des luttes. Chacune de ces institutions a développé des champs d'analyse bien spécifiques. Détachés de l'Etat, ces centres bénéficient d'une plus grande indépendance sur le traitement et la mise en valeur des documents. Ainsi, une institution privée d'archives peut défendre une cause en plus du devoir de conservation et de communication des sources.

Cette étude de cas se concentrera sur l'exemple de l'IRSIFAR (*Istituto Romano per la Storia d'Italia del Fascismo alla Resistenza*), un centre d'archives implanté dans la capitale italienne. Son action est de questionner l'historiographie générale sur l'histoire du XXe siècle, notamment l'histoire du fascisme ainsi que l'histoire des mouvements politiques. Elle insiste tout particulièrement sur l'histoire de la Résistance, l'essentiel de ses fonds reposant, sur cette thématique. Son but est d'informer le public et de former des enseignants et des étudiants. En ce sens, comment définir l'action de l'IRSIFAR ? Pouvons-nous y voir une action de « défense idéologique » des archives conservées ? Le centre est-il militant ou se borne-t-il à être seulement pédagogique ?

Nous avons eu la chance de rencontrer les dirigeants de cette institution. Ceux-ci ont d'ailleurs contribué pleinement à ce travail de recherche : nous avons façonné ensemble un entretien¹¹⁹ et un questionnaire¹²⁰ pour mener à bien notre étude. Nous ne nous appuyons donc pas sur une bibliographie étoffée mais sur l'étude d'un centre, ses objectifs, ses actions, son rapport au public, ses résultats, ses projets.

¹¹⁹ Annexe n° 1.

¹²⁰ Annexe n° 5.

Il sera donc nécessaire de faire, dans un premier temps, un rapide état des lieux des institutions ou associations qui se sont développées tout au long du XXe siècle et dont le nombre n'a cessé de croître avant de décrire particulièrement l'IRSIFAR et son action. Enfin, nous tenterons d'appréhender l'impact de ce dernier sur le public, plus précisément les étudiants.

A. La Résistance dans les archives

Un grand nombre d'associations vouées à la défense de la Résistance existent en Italie, certaines d'entre-elles conservent des fonds d'archives plus ou moins importants. Nous en présenterons ici quelques-unes, cela nous permettra, par la même occasion, de prendre la mesure de l'importance documentaire que représente la Résistance en Italie. Après ce bref état des lieux, nous porterons plus particulièrement notre attention sur l'IRSIFAR pour appréhender plus concrètement le cas d'une institution privée d'archives italienne.

1. Aperçu des centres et fondations pour la mémoire de la Résistance

Chaque organisme a sa raison propre d'exister : chacun se distingue des autres soit par la défense de thématiques distinctes ou soit par la représentation d'un secteur géographique différent. Or, en Italie, l'empreinte locale est très importante. Ainsi, les archives produites localement restent locales et sont conservées « jalousement » pour reprendre les mots d'Hélène Angiolini¹²¹.

Et au-delà des centres d'archives, il existe des associations influentes qui se chargent de transmettre la mémoire de la Résistance. C'est en collaboration avec ces organismes que les archives et les travaux sur la Résistance sont diffusés.

Parmi les associations importantes il faut faire mention de :

- L'A.N.P.I (*Associazione Nazionale Partigiani d'Italia*)¹²². Une association créée à Rome en 1944. Elle ne collecte pas d'archives mais est implantée partout en Italie dans chaque province et dans de nombreuses communes. L'A.N.P.I est très investie dans la défense de la Résistance à travers la publication d'articles, l'organisation de rencontres et de débats sur le sujet. L'Institut a également pris sous son aile des centres d'archives, notamment l'association Archivi della Resistenza – Circolo Edoardo Bassignani¹²³, depuis 2004, spécialisée dans la récolte de témoignages oraux et vidéo des résistants de la Ligne Gothique, la dernière zone occupée par les Allemands. Le logo de l'ANPI, affublé d'une étoile, était notamment très présent sur les banderoles et tracts de la manifestation pour les 70 ans de la Libération. Les membres de cette association ont d'ailleurs organisé leur propre célébration de

¹²¹ Annexe n° 1, question n° 14.

¹²² <http://www.anpi.it/>

¹²³ <http://www.archividellaresistenza.it/cms/index.html>

la Libération en dehors de la manifestation officielle, proposant des chants partisans, des films de l'Institut Luce ainsi que des lectures.

- Le FIAP (*Federazione Italiana Associazioni Partigiani*)¹²⁴, créé en 1949, est en réalité né d'une scission avec l'ANPI pour des raisons de divergence politique, l'ANPI soutenant la politique de l'Union soviétique. L'association fut créée par Ferruccio Parri, (de même que l'INSMLI et l'IRSIFAR) et recouvre en son sein plusieurs autres associations de partisans. Son activité réside également dans la création d'événements et de nombreuses publications. D'anciens partisans, membre de l'association, ont témoigné le jour du 70e anniversaire de la Libération

En ce qui concerne les centres d'archives et la production archivistique générale sur la Résistance, il est également difficile d'être exhaustif. Afin d'avoir une idée un peu plus précise de la quantité documentaire que cela représente, nous avons pris appui sur les données du SIUSA qui ont dévoilé une richesse documentaire de près de 150 fonds répartis sur tout le territoire.

L'acteur principal est sans conteste L'INSMLI ou *Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione*, créé par Ferruccio Parri en 1949 dans le but de conserver, entre autres, les documents produits par le Comité de Libération Nationale Haute Italie. Par la suite, les champs d'action de L'INSMLI se sont étendus. Aujourd'hui l'institut fonctionne comme un système fédéral qui regroupe aujourd'hui 66 centres d'archives sur tout le territoire ce qui représente la très grande majorité du nombre d'instituts consacrés à cette cause¹²⁵. Le siège est situé à Milan.

En ce qui concerne Rome, et en dehors de l'IRSIFAR, nous pouvons évoquer :

- La Fondation Basso¹²⁶, qui, depuis 1973, propose des fonds d'archives relatives à l'histoire politique du XXe siècle, en particulier les mouvements socialistes et anarchistes et, par extension, les actions politiques d'ex-résistants.

- L'ANCFARGL (*Associazione Nazionale Combattenti FF.AA Regolari Guerra di Liberazione*)¹²⁷ qui existe depuis 1963 et possède sa section propre à Rome. L'originalité

¹²⁴ www.fiapitalia.it

¹²⁵ INSMLI, *L'Istituto Nazionale e la rete degli Istituti associati, de janvier 2009 à juin 2010*, [en ligne], disponible sur : <http://www.italia-resistenza.it/chi-siamo/dossier-distituto/listituto-nazionale-e-la-rete-degli-istituti-associati/> (consulté le 31 mai 2015).

¹²⁶ www.fondazionebasso.it

de cette association est de collecter des témoignages oraux, des documents et des photographies sur les groupes de combattants de l'armée italienne qui ont soutenu la Résistance et contribué à la Guerre de la Libération. L'aide de ces soldats est trop souvent méconnue selon cette association. Ainsi, sa mission est de mettre en lumière l'action de ces hommes et leur contribution pour la Libération afin de prouver que la Résistance n'est pas seulement le fait d'actions clandestines ou partisans. L'ANCFARGL est très implantée dans les universités romaines via l'ouverture de postes de conseillers aux étudiants et une certaine ouverture aux associations d'étudiants historiens. C'est notamment en collaboration avec l'ISHA (International Students of History Association) qu'a pu être organisée à l'Université de Rome 3 une conférence de deux jours sur la Guerre de la Libération. Pour l'occasion, des professeurs, des étudiants mais aussi d'anciens combattants sont venus témoigner sur le sujet.

2. L'IRSIFAR, un statut particulier ?

L'IRSIFAR a été instauré en 1964 sous l'initiative de Ferruccio Parri¹²⁸ 15 ans après l'INSMLI, à Milan. Sa création ne fut pas immédiate bien qu'il représente, pourtant, la capitale de l'Italie. En effet, la plupart des annexes de l'INSMLI ont été créées en amont de l'IRSIFAR dans le Nord de l'Italie, tout simplement car la Résistance y a été plus active du fait de l'occupation allemande. Rome n'est pas considérée comme une capitale de la Résistance. Hélène Angiolini parle même du caractère « attentiste » qu'on attribue à la ville. Les Romains auraient attendu d'être libérés sans s'engager véritablement. L'IRSIFAR est là aussi pour affirmer le contraire et honorer la mémoire des Romains qui ont lutté et qui ont parfois perdu leur vie dans ce combat.

Il faut savoir également que les instituts tels que l'IRSIFAR naissent surtout grâce à la volonté des communautés locales. L'aide économique est mince donc il faut le soutien de groupes privés et le soutien de chercheurs en histoire. L'État n'intervient pas sur un plan pratique et financier mais assure néanmoins la tutelle du centre via la Surintendance du Latium pour la protection du patrimoine historique conservé.

Au-delà de son rôle de conservation d'archives, le centre s'attribue la responsabilité, au même titre que les autres annexes de l'INSMLI, d'« enseigner la contemporanéité »¹²⁹. Cet engagement se traduit à travers de nombreuses missions didactiques proposées dans les

¹²⁷www.combattentiliberazione.it/

¹²⁸ Ferruccio Parri, antifasciste emprisonné sous le gouvernement de Mussolini, puis résistant, et, enfin, premier ministre du premier gouvernement d'après-guerre.

¹²⁹ Brochure de l'IRSIFAR, 2015, p.1.

écoles mais aussi à travers un large réseau de collaborations avec d'autres instituts. D'ailleurs, depuis 2006, l'IRSIFAR a été réuni avec d'autres associations dans les locaux de la Casa della Memoria e della Storia, à partir d'une initiative de la ville de Rome, afin d'améliorer la visibilité de ces instituts et aider à la « reconstruction, la conservation et la protection de l'histoire »¹³⁰.

L'IRSIFAR est donc un lieu de recherche historique et d'initiative pour la promotion de l'histoire, notamment de la Résistance (même si ce thème ne concentre pas l'ensemble des sujets d'études traités par l'Institut, comme nous le verrons par la suite.) Le centre a en effet à cœur de lutter contre les préjugés qui entachent l'événement et de répondre à tous ses détracteurs qui défendent des idées révisionnistes en délégitimant l'apport des résistants. L'intérêt majeur est de rappeler aux Italiens l'importance des droits acquis à la Libération grâce au combat mené sous la Résistance, « surtout dans une société qui a la « mémoire » courte comme celle italienne » rappelle Hélène Angiolini¹³¹. C'est sans doute cette méfiance envers les usages publics de la mémoire à l'heure actuelle qui poussent des centres tels que l'IRSIFAR à redoubler d'efforts tant dans la recherche que dans les initiatives publiques aujourd'hui.

Quand nous questionnons Madame Angiolini sur la part d'« engagement » nécessaire pour travailler dans le centre, celle-ci insiste avant tout sur sa responsabilité en tant que citoyenne de défendre les valeurs de la démocratie lorsqu'elles doivent être défendues¹³². Cette réponse nous invite à découvrir de quelle manière, à travers les archives, s'illustrent ces propos.

¹³⁰Cultura Roma, *Casa della Memoria e della storia*, [en ligne], disponible sur : http://www.culturaroma.it/5?testo_spazio_cultura=1, (consulté le 15 avril 2015)

¹³¹ Annexe n° 1, question n° 7.

¹³² Annexe n° 1, question n° 5.

B. L'IRSIFAR et son activité

Pour décrire les actions de l'IRSIFAR il faut poser la question d'un éventuel militantisme. La brochure distribuée aux visiteurs du centre définit l'activité de recherche du centre comme la caractéristique de son engagement (*impegno* en italien). Nous verrons comment se traduit cet engagement à travers l'étude de la collecte, du traitement et de la collection des fonds d'archives, puis, à travers leur mise en perspective dans les travaux de recherche initiés par le centre.

1. Une politique de collecte

L'ensemble des fonds rassemblés à l'IRSIFAR proviennent en majorité de dons. Seul le fonds « *ricerche e documenti* » est complété par des recherches accomplies par de membres de l'Institut¹³³.

Le don revêt de nombreux enjeux symboliques pour les donateurs, d'autant plus quand il s'agit d'un centre d'archives militant. En effet, comme l'a précisé Bénédicte Grailles dans le cadre d'une conférence sur les archives militantes à l'université d'Angers en 2013¹³⁴, le don nécessite un « après-don ». Le centre qui reçoit les archives doit assurer la défense du « contenu idéologique » du fonds. Il faut que ce don soit utile et serve à la communauté. L'« après-don » sous-entend une activité poussée de publications, de conférences et d'initiatives vers le public pour faire connaître le combat et assurer sa continuation. C'est par cette volonté de défendre collectivement et publiquement une idée que s'illustre l'engagement militant. Ce à quoi l'IRSIFAR correspond tout à fait.

La collecte et sans doute aussi le traitement du fonds dépendent de la relation tissée entre le centre et son donateur.

De fait, et bien que l'IRSIFAR revendique l'indépendance de ses activités vis-à-vis des donateurs¹³⁵, le centre avoue également avoir tissé « des liens d'affection » avec ceux-ci, notamment avec la famille de Nicola Gallerano, historien, professeur mais aussi ancien

¹³³ Annexe n° 1, question n° 10.

¹³⁴ ALMA Archives, livres, manuscrits et autres supports de l'information, « Don d'archives, don de soi : le cas des archives militantes, une intervention de Bénédicte Grailles dans le séminaire ALMA, le 18 janvier 2013 » (compte rendu de séminaire), [en ligne], disponible sur : <http://alma.hypotheses.org/682> (consulté le 12 avril 2015)

¹³⁵ Annexe n° 1, question n° 13.

président de l'IRSIFAR. Une bourse d'étude décernée par le centre pour les doctorants en histoire contemporaine a été financée par ses proches et porte le nom de l'historien¹³⁶.

Par ailleurs, l'Institut se dit très « souple » quant à sa politique de collecte n'hésitant pas à ouvrir des fonds en fonction de l'intérêt des chercheurs comme cela a été le cas pour le fonds « Memoria di carta » pour l'étude des mouvements de protestations juvéniles d'après-guerre¹³⁷.

Il est temps à présent de découvrir plus en détails la nature des fonds conservés.

2. Traitement, conservation et communication des fonds

Les archives de l'Institut ont été reconnues d'un « intérêt remarquable » par la Surintendance du Latium. Ainsi le patrimoine historique conservé par l'IRSIFAR bénéficie de la protection de l'État¹³⁸. Le centre regroupe en tout 155 mètres linéaires d'archives organisés en 7 fonds intégralement mis en ligne et consultables sur le site Archivi del Novecento. Les archives sont également consultables sur place en fonction des horaires d'ouverture. Les règles de classement sont alignées aux normes des standards de description tels qu'ISAD(G), ISAAR et ISDIAH. Sinon, les fonds sont ordonnés en respect de la « méthode historique » italienne, à savoir en fonction de l'entité productrice et du classement des fonds opéré par celle-ci.

Nous pouvons procéder à un rapide inventaire des fonds conservés :

1. « *Ricerca e documenti* » (Recherche et documents): Ce fonds est le noyau dur de la documentation relative à la Résistance. Il comprend des originaux et des copies produites par les partis antifascistes pendant la Résistance mais aussi après la guerre, notamment du Parti d'Action, du Comité de Libération, du Parti Socialiste, du Parti Chrétien social, du Parti Communiste Italien ou encore du Parti Républicain. Le fonds se caractérise également par une récolte importante de sentences de la Cour d'Assise de Rome entre 1945 et 1948 relatives aux délits fascistes commis durant l'occupation allemande.
2. « *Memoria di carta* » (Mémoire « papier ») : Ce fonds rassemble 530 dossiers sous forme de dépliants, affiches, brochures, minutes de réunion ou revues issus de dons de militants ou d'associations sur les mouvements jeunes et étudiants des années 1960 aux années 1990.

¹³⁶ Annexe n° 1, question n° 13.

¹³⁷ Annexe n° 1, question n° 12.

¹³⁸ Brochure de l'IRSIFAR, « Archivio Storico, 2015, p.2.

3. « Fondo Nicola Gallerano » : Archives personnelles, articles, matériel de recherche, correspondance ou encore notes de l'historien, confiés à l'IRSIFAR par sa famille en 1998.
4. « Fondo Ruggero Zangrandi » : Zangrandi était un antifasciste militant fait prisonnier de guerre en 1942. Il a ensuite contribué à la recherche historique via l'écriture de nombreux ouvrages. Ses archives furent léguées à l'IRSIFAR par sa fille en 2007 et comporte des documents précieux pour l'histoire du fascisme et de la République.
5. « Archivio istituzionale » : Ce fonds retrace la création et l'histoire de l'IRSIFAR depuis 1963 jusqu'à nos jours à travers des procès-verbaux de réunions, de la correspondance ou autres documents relatifs à la gestion de l'Institut.
6. « Archivio sonoro » (Archives sonores) : ce fonds est constitué d'enregistrements sonores de témoins ou protagonistes de la Résistance mais aussi de conférences et séminaires organisés par l'IRSIFAR depuis les années 70.
7. « Fondo Aldo Cucchi » : Cucchi était un commandant partisan de la 7ème brigade Garibaldi. Le fonds est constitué de documents relatifs à la Résistance dans la région de l'Emilie Romagne entre les années 1944 et 1945.

En ce qui concerne la communication de ses fonds, l'IRSIFAR collabore depuis les années 1990 avec le site Archivi del Novecento, un projet national qui recense aujourd'hui près de 83 institutions et 750 fonds archivistiques. Il est intéressant de constater que malgré l'éparpillement des institutions et donc, des sources, des moyens sont mis en œuvre pour faire collaborer les instituts entre eux. Ainsi, la plate-forme informatique de l'Archivi del Novecento propose un panorama large des sources sur la thématique précise de l'histoire du XXe siècle en Italie. Ce regroupement des données facilite l'accès des sources aux chercheurs et offre la possibilité aux centres d'échanger les uns avec les autres, pour faire progresser la recherche historique.

3. Un centre de réflexion historique

L'IRSIFAR se présente avant tout comme un lieu de recherche. C'est en tout cas d'abord sous cet aspect que l'Institut est décrit par Hélène Angiolini¹³⁹. D'ailleurs, les membres du personnel employés par l'IRSIFAR ont tous une formation d'enseignant chercheur et sont recrutés dans les instituts en fonction des affectations indiquées par le Ministère de l'Éducation Nationale¹⁴⁰. La réflexion historique du centre s'articule autour de grands débats historiographiques tels que les guerres mondiales, le fascisme, l'antifascisme, la

¹³⁹ Annexe n° 1, question n° 4.

¹⁴⁰ Annexe n° 1, question n° 3.

Résistance, le racisme, la déportation et la Shoah, le rapport entre histoire et mémoire, l'histoire de l'Italie républicaine, les médias et l'histoire, l'histoire des femmes ou encore l'usage public du passé.

Les réflexions proposées autour de ces sujets sont matérialisées à travers la parution des *Annales Irsifar*. Dix-huit numéros sont sortis à ce jour, édités à Milan par les éditions Franco Angeli mais aussi accessibles en ligne. Chaque revue aborde un nouveau sujet commenté par des articles d'historiens. Les thèmes généralement abordés sont le fascisme, la Résistance mais aussi les questions de l'évolution de la recherche historique ainsi que la transmission de la mémoire.

Voici quelques exemples de sujets traités :

- « École, réforme, culture éducative » (*Annales Irsifar* 2004)
- « Rome, entre fascisme et Libération » (*Annales Irsifar* 2006)

Mais aussi des sujets plus spécifiques tels que :

- « La mémoire de la législation et de la persécution anti-hébraïque dans l'histoire de l'Italie républicaine » (*Annales Irsifar* 1999)
- « Les trajectoires de l'histoire politique des femmes » (*Annales Irsifar* 2009)

L'Institut jouit également d'une bibliothèque prestigieuse de près de 11 500 volumes se rapportant à l'histoire de la Résistance mais aussi à l'histoire de la déportation, ou encore à l'histoire contemporaine de Rome et du Latium. Le lieu a été reconnu par le Département de la culture de la région du Latium.

Cette contribution au débat historiographique est sans doute le signe le plus évident de l'engagement du centre. En effet, c'est en participant et en encourageant la recherche que l'IRSIFAR peut assurer la connaissance et la survivance des thèmes qui lui sont chers.

C. L'IRSIFAR et son public

En ce qui concerne la politique de communication, il est étonnant de constater pour un centre d'archives que peu d'expositions sur les sources brutes sont organisées. Le centre mise sur une stratégie pédagogique fondée sur la multiplicité des supports. Sans doute pour éviter le risque que les archives seules n'attirent qu'un public restreint de spécialistes. Nous allons donc regarder de plus près les modalités d'approche d'un public généralement jeune avant d'en juger la qualité ou la validité.

1. La communication vers le public

Au-delà de l'effort scientifique de recherche et afin que l'engagement du site prenne sens, il faut aussi pouvoir faire entendre ses idées auprès du public. Pour cela, le centre a mis en place une liste de programmes didactiques destinée aux étudiants mais aussi aux enseignants. L'IRSIFAR trouve important de se tourner vers les jeunes générations. Celles qui n'ont pas connu la guerre et qui sont nées après les grands débats historiographiques des années d'après-guerre.

Lors de la célébration des 50 ans de l'IRSIFAR, sa directrice, Annabella Gioia a d'ailleurs rappelé que la toute première initiative aura été d'organiser des cours de perfectionnement pour enseignants, dans des années où les programmes scolaires s'arrêtaient encore à la Première Guerre Mondiale. Dès ses débuts, le centre s'est consacré à cet « engagement civique » comme le dit elle-même Annabella Gioia¹⁴¹.

Le site de l'Institut présente d'ailleurs de manière exhaustive toutes les actions menées en ce sens depuis 2005, à l'intérieur mais aussi en dehors des locaux de l'IRSIFAR, notamment près des écoles ou des universités. Il s'agit à la fois de conférences, de lectures, de ciné-forums, de concerts, de débats, de journées d'études ou encore de séminaires. Les supports sont variés et montre la grande diversité des activités pédagogiques proposées pour attirer le plus large public possible.

Les sujets exposés au public sont en général en relation avec les travaux de recherche historique du centre, étayés par des sources. Cependant le centre organise aussi, en complément, des visites guidées des lieux de mémoire à Rome tels que l'ancien Ghetto juif ou

¹⁴¹ Annabella Gioia, « 50 anni di Irsifar », avril 2014 [en ligne], disponible sur : <http://www.italia-resistenza.it/chi-siamo/dossier-distituto/50-anni-di-irsifar/>, (consulté le 15 avril 2015)

encore les Fosses Ardéatines¹⁴² pour impliquer les populations locales au cœur de l'histoire de leur ville.

Parmi les thèmes abordés, certains sont récurrents. C'est le cas notamment des sujets sur la place des jeunes dans l'histoire ou bien de l'enjeu crucial de la transmission du savoir auprès des jeunes générations. Le rapport à la jeunesse semble être un point central des initiatives de l'IRSIFAR. Ainsi, l'Institut collabore avec de nombreux centres éducatifs et a été l'objet d'une convention en 2012 avec le Ministère de l'Instruction des Universités et de la Recherche pour devenir un soutien aux écoles dans le cadre de l'enseignement de « la Citoyenneté et la Constitution »

Les efforts de communication vers le public jeune sont soutenus et, dans ce sens, le centre propose des initiatives telles que la création d'une page Facebook depuis octobre 2013 à l'occasion des 70 ans de la Libération. La page a été conçue dans l'optique d'informer les jeunes mais aussi de leur permettre d'échanger virtuellement autour des différents articles publiés, en particulier autour de documents d'archives. Le groupe s'intitule « Irsifar Roma resistente » et possède à ce jour 242 abonnés¹⁴³.

2. Un impact notable ?

Les initiatives sur le terrain de l'IRSIFAR sont essentiellement portées vers les jeunes qui sont, avec les enseignants, leur public « cible »¹⁴⁴. Afin de pouvoir juger de l'efficacité de ses actions pédagogiques, nous avons mis au point un questionnaire¹⁴⁵ auquel 100 jeunes Romains de 18 à 29 ans, étudiants en Histoire, ont accepté de répondre. Ce questionnaire ne peut évidemment pas prétendre avoir une valeur scientifique, ni être pleinement représentatif de la jeunesse romaine. Cependant, même si le panel reste ciblé, cela reste un moyen privilégié d'obtenir un état des lieux des opinions partagées par des personnes appartenant aux nouvelles générations quant à la mémoire de la Résistance et quant à son enseignement dans le système éducatif.

Il s'avère que sur les 100 personnes interrogées, presque la moitié d'entre elles (49), a au moins entendu parler de la Casa della Memoria e della Storia qui abrite en son sein l'IRSIFAR, institut que 32 connaissent plus précisément, presque au même titre que l'INSMLI connu par 28. L'IRSIFAR est donc un institut identifié pour un tiers des

¹⁴² Lieu où furent exécutés 335 civils italiens en représailles d'attentats partisans commis la veille.

¹⁴³ Facebook, « Irsifar Roma resistente » : [://www.facebook.com/romaresistente/info?tab=page_info](https://www.facebook.com/romaresistente/info?tab=page_info)

¹⁴⁴ Annexe n° 1, question n° 18.

¹⁴⁵ Annexe n° 5.

interrogés. Un résultat non négligeable au vu du grand nombre d'institutions siégeant à Rome. De plus, à la suite de la question 4 : « La Résistance est-elle un événement qui t'intéresse ? », seuls 17 ont affirmé ne pas se sentir particulièrement concernés par le sujet. Toutefois, ces évaluations restent extrêmement subjectives puisqu'elles prennent en compte un milieu étudiant naturellement plus enclin à être interpellé par ces instituts et même à être intéressé par le sujet de la Résistance.

L'aspect sans doute le plus intéressant de cette enquête consiste à nos yeux plutôt dans la quantité et la qualité des commentaires écrits à partir des questions ouvertes sur l'enseignement scolaire au collège et lycée relatif à la place de la Résistance au sein de la construction de la République italienne. En effet, 48 contestent la qualité de l'enseignement qui est, selon eux mauvaise, voire, très mauvaise (pour 9 d'entre eux). 41 la juge satisfaisante mais émettent cependant de nombreuses critiques. Seuls 11 estiment l'enseignement irréprochable. La plupart regrette la « superficialité » du contenu qui ne va pas assez en profondeur comparativement à l'importance de l'événement. Certains reprochent un enseignement trop « politisé » qui ne met pas suffisamment en lumière les aspects contradictoires de la Résistance. D'autres déplorent l'absence de cette thématique au cours des années d'étude universitaire.

Il est à noter qu'en ce qui concerne la place à accorder à la Résistance de nombreux commentaires ont été écrits pour la défense de l'événement. Ainsi, 79 reconnaissent son apport primordial pour la construction de la République. Certains jugent que les valeurs idéologiques défendues par la Résistance telles que la liberté, la solidarité et le progrès social ont fondé les valeurs de la République actuelle. D'autres affirment, sans émettre de jugements de valeur, que la Constitution a été rédigée par des résistants, donc que la Résistance a nécessairement son importance dans le processus républicain. Beaucoup saluent l'importance de l'événement pour avoir marqué une transition importante entre les pouvoirs autoritaires (monarchie, fascisme) et la prise du pouvoir par le peuple. Ces avis sont très favorables mais ne représentent sans doute pas en réalité la majorité de l'opinion comme un commentaire le laisse entendre : « [La Résistance] a été un moment fondamental et fondateur de l'histoire italienne qui devrait être (mais ne l'est pas) considéré comme une valeur partagée par tous ». L'argument reporté le plus négatif accuse la Résistance d'avoir fait perdre à l'Italie sa souveraineté au profit des Etats-Unis. Cet argument n'est pas plus détaillé. D'autres refusent d'en faire un élément central, et citent notamment le rôle de l'armée mais aussi la destitution du Duce par la Monarchie comme des éléments déclencheurs

Par ces réponses récoltées, nous pouvons remarquer encore aujourd’hui la persistance du débat de société autour de la réception du passé. Nous pouvons également constater la pertinence du travail de l’IRSIFAR qui vise notamment à combler un manque de l’enseignement qui vraisemblablement se fait sentir.

CONCLUSION

Dès sa création, l'IRSIFAR s'est montré investi dans la défense de la mémoire de la Résistance à travers un effort de recherche historique et un effort de communication vis-à-vis du public. Cela témoigne de l'engagement du centre, qui, au-delà de son travail de collecte et de conservation d'archives, œuvre pour la valorisation des thèmes conservés.

Cet état de fait représente une réalité générale en Italie sur les institutions d'archives. Si la source archivistique était généralement dédiée à un public restreint de spécialistes, aujourd'hui les institutions culturelles semblent travailler pour que les archives contribuent aux historiens mais deviennent également « un instrument de l'histoire et de la mémoire au service des citoyens »¹⁴⁶. Ce qui implique des activités de promotion, d'éducation et des recherches nouvelles d'exploitation du document vers le public non initié.

D'ailleurs, depuis quelques années maintenant, des efforts de collaboration entre les centres culturels se sont fait remarquer, et ce, malgré leur grand dispersément à travers le territoire. Les initiatives récentes telles que la Casa della Memoria ou le site Archivi del Novecento visent à une plus grande visibilité des archives vers le grand public.

Cet effort d'union proviendrait selon la page de présentation Archivi del Novecento d'une « Prise de conscience » de la nécessité de valoriser les archives de manière plus percutante afin d'éviter le risque que ce patrimoine historique demeure méconnu.

L'IRSIFAR se revendique comme un centre engagé, à l'instar de la plupart des instituts culturels relatifs à l'histoire du XXe siècle italien. En effet, certains usages du passé font craindre un révisionnisme dangereux de l'histoire¹⁴⁷. Ainsi, pour l'IRSIFAR, défendre la Résistance revient à défendre avant tout la symbolique d'une Italie enfin unie à travers des valeurs républicaines et démocratiques. Son engagement se situe là. L'IRSIFAR assure une mission de conservation, de valorisation et de transmission des archives, il se positionne en lieu contemporain et vivant de recherche historique. Et, surtout, il s'inscrit donc dans une mission éducative qu'il juge citoyenne, notamment auprès des jeunes, par conscience de la nécessité de combler un manque dans la connaissance du patrimoine historique de l'Italie en tout cas pour ce qui concerne la Résistance et présume que, par son action et son impact, il

¹⁴⁶ Archivi del Novecento, Il progetto, [en ligne], disponible sur : http://www.archividelnovecento.it/index.php?option=com_content&view=article&id=2&Itemid=4&lang=it, (consulté le 15 avril 2015).

¹⁴⁷ Annexe n° 1, question n° 7.

peut contribuer à édifier une mémoire propice à l'émergence ou au maintien d'une Italie vraiment démocratique.

CONCLUSION GENERALE

En entamant ce travail de recherche, nous avons tout d'abord dû approcher une culture, la culture italienne. Vu de la France, il n'est pas difficile d'établir un parallèle voire d'assimiler le fascisme mussolinien au nazisme allemand. Ainsi, nous prenons le risque de partir du postulat que le passé fasciste a été tout aussi traumatisant et a été l'objet d'une remise en question de fond des valeurs de la société italienne. Or, tout l'intérêt de cette recherche aura finalement été pour nous de pouvoir nuancer ces idées reçues afin d'appréhender une réalité hautement plus complexe. En effet, l'histoire du XXe siècle en Italie, c'est avant tout l'histoire de la recherche d'une unité nationale, que ce soit à travers le *Risorgimento* à la fin du XIXe siècle faisant de l'Italie un Royaume sous le contrôle d'un seul roi, puis, sous le fascisme, avec à sa tête Mussolini comme chef suprême, pour aboutir à l'instauration de la République en 1947. Ce n'est pas seulement le cadre institutionnel qui a changé en si peu de temps, ce sont aussi les mentalités et l'appréhension de la symbolique du pouvoir en Italie. Dans ce contexte, la transition démocratique italienne n'a pas été facile et reste encore aujourd'hui l'objet de débats publics.

Il faut saisir aussi les clivages internes du pays relatifs tout simplement à son découpage géographique ainsi qu'à l'histoire très singulière des localités italiennes. Ce mémoire se concentre sur le cas de Rome qui ne représente pas l'Italie dans son ensemble. Encore une fois, ceci est en décalage avec nos a priori issus de l'exemple de la société française extrêmement centralisée en comparaison, aussi bien administrativement qu'historiquement et culturellement. Ainsi, il faut comprendre l'Italie à travers cette multiplicité de points de vue et d'influences. Etudier ce pays sous l'angle de la mémoire collective n'est donc pas chose aisée car l'esprit de collectivité est encore, sous bien des aspects, très relatif. Cela dit, cet état de fait rend l'étude des centres culturels dédiés à la mémoire d'autant plus passionnante.

Nous avons traité la problématique des archives de la Résistance en insistant sur le fait que les sources sur le mouvement d'insurrection à l'origine de la République italienne sont presque intégralement conservées par des centres privés. L'Etat en assure la tutelle mais laisse par ailleurs aux institutions locales le soin de conserver et de valoriser l'événement comme nous l'avons évoqué à travers l'IRSIFAR. Pour autant, l'objectif de ce centre n'est pas de

« glorifier » naïvement la Résistance¹⁴⁸ dans les mémoires mais d'en faire un repère commun qui ait son impact sur le présent et sur l'idée de l'idéal démocratique vers lequel l'Italie doit tendre. Les archives conservées sont des supports à cet engagement.

Lorsqu'une ligne idéologique est défendue, nous pouvons nous demander si cela ne nuit pas à l'objectivité de la source, si le centre d'archives ne prend pas le risque de sortir de son champ de compétence initial qui est de collecter et conserver l'information. Cependant il faut reconnaître à ces centres indépendants, et notamment à l'IRSIFAR, la force et la vitalité de leur engagement qui contribuent largement au développement de la recherche historique.

En ce qui concerne l'influence sur le public, et l'impact sur la mémoire collective il est encore trop tôt pour en évaluer pleinement les résultats. Nous pouvons néanmoins regretter le morcellement très important des centres de mémoires. En effet, un si grand éparpillement des sources et des thématiques traitées rend la lecture globale sur la Résistance assez difficile et ne contribue pas à l'édification d'un discours de référence tel qu'il est certainement nécessaire pour établir une histoire collective stable. Cependant nous pouvons aussi imaginer que toutes ces institutions représentent autant de morceaux de mémoires locales, politiques et intellectuelles qui, ensemble, représentent l'Italie républicaine unie dans sa diversité.

¹⁴⁸ Annexe n° 1, question n° 9.

Annexes

<u>Annexe n°1</u> : Entretien écrit avec Hélène Angiolini de l'IRSIFAR	64
<u>Annexe 2</u> : Photographies de tags sur le thème de l'antifascisme	70
<u>Annexe n° 3</u> : Affiches à l'occasions de la célébration des 70 ans de la Libération	71
<u>Annexe n° 4</u> : Photos de la manifestation de Porta San Paolo pour l'anniversaire des 70 ans de la Liberation.	72
<u>Annexe 5</u> : Résultats du questionnaire « La mémoire de la Résistance chez les jeunes ».....	74

Annexe n°1 : Entretien écrit avec Hélène Angiolini de l'IRSIFAR

Réponses rédigées en français par Hélène Angiolini dont la langue maternelle est l'italien. Cet entretien a été relu par la directrice de l'IRSIFAR, Madame, Annabella Gioia

1)- L'IRSIFAR a été créée en 1964 tandis que L'INSMLI en 1948. Comment expliquez-vous cet écart? (L'IRSIFAR fu fondato nel 1964 invece l'INSMLI fu fondato nel 1948. Come spiegherebbe un intervallo di tempo così importante tra le due date?)

Beaucoup d'instituts liées à l'INSMLI ont été créés plusieurs années après la fondation de l'INSMLI, non seulement Rome, mais aussi, par exemple : Ascoli Piceno (Istituto provinciale per la storia del movimento di liberazione nelle Marche, 1973) Varallo (Istituto per la storia della Resistenza e della società contemporanea nel Biellese, nel Vercellese e in Valsesia, 1974) Grosseto (ISGREC 1993). Cela dépend de différents facteurs car chaque ville et région ont connu pendant l'occupation et la Résistance une différente histoire; Rome a été souvent selon une idée très répandue, considérée par exemple une ville « attendista » qui attendait d'être libérée sans s'engager directement dans le mouvement de Libération : cela n'est pas vrai, il suffit voir les morts massacrées aux « Fosse Ardeatine » pour activités antifascistes, ou les nombreux déportés politiques ou condamnés à morts par les tribunaux d'occupation, ainsi que le fréquents sabotages et les nombreuses actions contre occupants allemands et collabos italiens.

L'ancienneté de l'INSMLI, en tant que siège national du réseau de tous les instituts, ou celle, par exemple, de l'Institut de Turin (Istoreto) est due aussi du fait que l'occupation a été beaucoup plus longue par rapport au centre et au sud de l'Italie, et encore plus intense a été la Résistance, avec nombreux moments particuliers comme les républiques indépendantes, les grèves dans les usines.

Il y a aussi, tout simplement, des raisons pratiques, la majeure partie des instituts est née grâce à la volonté de historiens locaux, de chercheurs et professeurs ainsi que de bénévoles intéressés à garder vifs la mémoire des principaux événements des années 1943-45. L'aide économique, toujours assez réduite, est venue après, de la part des institutions publiques locales (division de la culture etc) et de la part de quelques institutions privées (banques et entreprises commerciales de rayonnement local).

2)- l'IRSIFAR est-elle particulièrement importante pour l'INSMLI, du fait qu'elle représente Rome, la capitale? (l'IRSIFAR é particolarmente importante per l'INSMLI, dato che rappresenta Roma, la capitale ?)

Il est certes que, en 1964, quand l'Irsifar est été créé il y avait dans la communauté scientifique l'intention de combler un « vide » du au manque d'un Institut de ce genre dans la capitale.

Juste en 1960, peu de temps après le début un nouvel gouvernement confié à la Démocratie Chrétienne avec le soutien extérieur du Movimento Sociale Italiano (MSI), un parti dont les membres étaient surtout des nostalgiques du fascisme, il y avait eu la révolte de Gênes, quand la ville, médaille d'or de la Résistance, s'était opposé à la présence d'un congrès organisé par le MSI la dure répression voulue par le ministre de l'Intérieur et faite par les forces de l'ordre, P.S. (CRS) en premier lieu, a porté aux démissions du gouvernement entier et a donné l'essor dans la société pour réclamer une connaissance plus approfondie de l'histoire contemporaine ; c'est seulement aux alentours des années 61-62, d'ailleurs, que le Ministère de l'Education Nationale a donné formelles indications pour que, dans l'écoles

italiennes, l'histoire contemporaine fusse enseignée jusque au début de l'Italie républicaine ; jusqu'à ce moment là elle était enseignée jusque à la fin de la première guerre mondiale.

Du reste, les premières années '60 sont très importantes dans la société italienne : une croissance économique sans pair, les premiers gouvernements de centre-gauche (Démocratie chrétiennes et parti socialiste en 1963) ; l'enseignement obligatoire jusqu'à quatorze ans. C'est dans cette société en plein développement que l'Irsifar a vu sa naissance : sa première initiative a été d'organiser un congrès destiné aux professeurs pour une mise à jour historique et historiographique sur le fascisme et la Résistance.

3)- Depuis quand travaillez vous pour l'IRSIFAR? (Da quanto tempo lavora per l'IRSIFAR?)

Je suis professeur dans un collège romain et j'ai participé à un concours pour être affecté à l'Irsifar : c'est donc une expérience qui a une durée bien établie dans le temps, maximum cinq ans. Je travaille pour l'Irsifar depuis septembre 2014 ; l'Irsifar comme tous les instituts du réseau INSMLI peut compter, comme ressource humaine, que sur des enseignants affectés par le Ministère de l'Éducation nationale, ou sur le travail bénévole (notre directeur, par exemple, est professeur à la retraite).

4) Comment me résumeriez-vous l'activité et les objectifs de l'IRSIFAR? (Come sintetizzerebbe l'attività e gli obiettivi dell'IRSIFAR?)

Comme affirmé dans les brochures qu'on distribue à l'occasion de nos rencontres, l'Irsifar exerce activité de recherche historique et d'étude, organise cours destinées aux professeurs, rencontres pour les élèves (surtout collèges et lycées, mais il nous est arrivé d'avoir aussi des enfants des classes primaires), sur sujets liés à l'histoire contemporaine, et nous sommes disponibles pour des visites guidées dans les lieux « romains » de la mémoire (Porta san Paolo, l'ancien ghetto et le Fosse Ardeatine). L'Irsifar organise aussi, quelque fois en partenariat avec autres instituts culturels, congrès, présentations de livres et séances cinématographiques, ayant toujours comme sujet l'histoire contemporaine. Chaque année est publié, par les soins de Franco Angeli editore, une revue monographique qui s'appelle « Annali Irsifar »

5)- En travaillant pour l'IRSIFAR, avez vous le sentiment de défendre des convictions personnelles? (Lavorando per l'IRSIFAR, sente di difendere convinzioni personali?)

J'ai connu les activités de Irsifar en tant que étudiante et, après, comme professeur d'histoire. En premier lieu comme citoyenne, et seulement après, comme professeur, l'Irsifar a toujours été un point de repère pour me documenter sur sujets tel que : la citoyenneté, les droits civils et humains, la démocratie : des valeurs qui risquent quelques fois de n'être pas conçues comme des données intouchables et que on peut rendre plus solides, seulement à travers la connaissance de l'histoire et son enseignement.

6)- Pensez-vous que la Résistance est un événement primordial pour la construction de la République italienne ? (Pensa che la Resistenza sia un evento molto importante per la costruzione della Repubblica Italiana?)

Oui, mais ce n'est pas moi qui a l'autorité pour l'affirmer. La charte constitutionnelle, qui est à la base et qui est la base de la République italienne, est l'expression des toutes les forces politiques qui, de façon différente, ont luttés contre le Fascisme et pendant la Résistance et qui ont été élues dans la « Assemblea Costituente ». C'est une donnée acquise par n'importe quel historien et juriste.

7)- Pensez-vous que la Résistance est un sujet à défendre aujourd'hui en Italie? et Pourquoi? (Pensa che ci sia bisogno di difendere la Resistenza in Italia al giorno d'oggi, e perché?)

Il n'est pas question de défendre, mais de travailler pour que la connaissance historique soit toujours respectée oui.

Il y a en Italie une poussée révisionniste qui cherche, par exemple, de mettre sur le même niveau les résistants et les italiens qui ont combattu dans la République sociale italienne, alliée de l'occupant allemand. C'est une thèse qui circule, non seulement comme ridicule pour parler, et qui cherche de justifier ce choix en prétendant qu'il a été fait pour « défendre l'honneur et la patrie » et que donc il faut reconnaître aussi aux « repubblicchini » le statut d'ancien combattant. Défendre la Résistance devient alors, tout simplement, rappeler à l'opinion publique les différentes visions de la société et du propre pays que les résistants avaient par rapport à celles des souteneurs du nazi-fascisme.

D'ailleurs, chaque fois, qu'il faut défendre des droits acquis, surtout dans une société qui a souvent la « mémoire courte » comme celle italienne, il faut nécessairement rappeler et se rappeler des valeurs de la Résistance, tel que le respect des droits de l'homme, la liberté, la dignité sociale et l'égalité de chaque être humain, qui sont si bien affirmées dans la charte constitutionnelle (voir réponse 5)

8)- Qu'est ce qui, selon vous, a pu desservir la mémoire de la Résistance en Italie?

(Secondo lei, cosa ha danneggiato la memoria della Resistenza in Italia ?)

Il est probable que, dans beaucoup de milieu, la Résistance puisse être conçue comme un argument ennuyant surtout parce que chacun fait aussi le compte avec sa propre histoire familiale ou personnelle.

Le problème regarde plus en général, ce que les historiens appellent « usage public de l'histoire » ; dans ce cadre, effectivement, la Résistance est souvent la cible préféré de tous ceux qui veulent, en la délégitimer, proposer une autre idée de nation, de pays. Alors des aspects inéluctables dans une période de guerre, comme les actions contre militaires ou civils fascistes ou responsables de collaborer d'une façon ou de l'autre avec l'ennemi, sont souvent rappelées pour proposer des équivalences comme Résistance = violence gratuite, Résistance = vengeance privée, des équivalences qui ont pour but de dévaloriser tout le mouvement d'opposition et de lutte au fascisme et au nazi-fascisme .

Toujours à fin de desservir la mémoire de la Résistance, l'idée, que la libération de l'occupation et du nazi – fascisme soit exclusivement due aux Alliées, a été souvent soutenue et elle est répandue dans une partie de la société italienne. Or tout en reconnaissant l'indiscutable apport d'hommes et de ressources, non seulement militaires, fourni par les Alliées dans la Libération, il faut aller au-delà des numéros et de la quantification, parce que c'est dans les volontés, dans les patrimoines d'idées, dans les différentes cultures politiques des hommes et des femmes qui ont fait naître et soutenu la Résistance italienne, qu'on peut encore trouver, en 2015, la meilleure Italie.

9)- Abordez- vous les sujets polémiques touchant à la Résistance? Ou ne traitez-vous que les aspects positifs? (à travers le traitement de vos fonds et vos activités) (Ci sono anche degli aspetti polemici a proposito della Resistenza, o soltanto degli aspetti positivi? (

attraverso il trattamento delle vostre fonti e della vostra attività)

L'Irsifar et les autres instituts du réseau INSMLI sont reconnus par le Ministère de l'éducation nationale, comme organisme formateur pour les instituteurs et les professeurs, en particulier en ce qui concerne la période contemporaine. Chaque sujet est donc étudié et abordé, aussi les sujets qui peuvent être considérés « dérangeants », tel que Porzûs (un village du Frioul où, en février 1945, une brigade partisane de tendance essentiellement catholique a été tuée par un groupe de partisans communistes) ou le soi-disant « triangolo della morte » (une locution, due surtout aux journalistes), avec laquelle on indique les lieux, dans la région Emilia-Romagna, où beaucoup de personnes ont été victimes d'une sommaire « justice partisane », dans le mois suivants la fin de la guerre (aux alentours de mai 1945- été 46). D'ailleurs « rien est plus révolutionnaire que la vérité » (ce ne sont pas mes paroles mais celles du fondateur du parti communiste italien).

10)- D'où avez vous reçu vos fonds? De dons ou d'un travail de collecte? (Come avete ricevuto le vostre fonti, da donazioni o le avete raccolte voi?)

Tous les fonds proviennent essentiellement par de dons. Le fond « ricerca e documenti » est constitué soit par des dons soit par des recherches accomplies par de membres de l'Institut.

11)- En ce qui concerne le travail de traitement pur, respectez-vous une norme de classement? (Per quanto riguarda il trattamento delle fonti, si rispetta una norma di ordinamento?)

Plus que une forme de classement, dans les archives italiennes et dans la littérature scientifique, on parle de rangement. On privilège donc une « méthode historique » qui tient compte en premier lieu du sujet qui a produit les chartes, et de la façon où elles ont été organisé dès leur début.

12)- Avez vous un fonds plus précieux que les autres? Pourquoi? (Ci sono fonti più importante delle altre, e perché?)

L'importance des fonds dépend surtout par l'intérêt du chercheur. En tant que institut très « souple » par rapport à d'autres institutions culturelles, au fil des années l'Irsifar a ouvert ses archives, par exemple, pour accueillir le fonds « memoria di carta » où l'on peut trouver des documents tel que journaux, tracts, affiches concernant les années 60-70 pour étudier surtout les mouvements de protestation des jeunes pour le changement de la société.

13)- Entretenez vous une relation poussée avec vos donateurs? Influencent- ils vos activités? (Avete una relazione speciale con i donatori? Hanno loro una influenza nelle vostre attività?)

Ils n'y a pas une influence sur nos activités de la part de donateur Il y a surtout des liens d'affection entre les donateur et l'Irsifar : l'exemple plus important concerne la famille du professeur Nicola Gallerano, ancien président , entre autres, de l'Irsifar, qui a donné toute la documentation de son activité d'historien et qui a voulu financer une bourse d'étude pour de jeunes docteurs E.S. en histoire contemporaine, bourse décernée par l'Irsifar et dédiée au nom de Gallerano.

14)- De nombreuses institutions d'archives privées existent en Italie, cela dénote- t- il d'une volonté d'indépendance vis à vis de l'Etat? (Molti istituzioni private di archivio esistono in Italia. Si vuole dimostrare una volontà di indipendenza dallo Stato?)

Non, tout simplement chaque archive est une histoire à part. Beaucoup de archives privées telles que l'Irsifar sont reconnues, par les directions régionales des archives, d'intérêt culturel, et sont donc soumises à un contrôle, formel et substantiel, si on veut continuer à garder par son compte les fonds.

Il est vrai, d'autre part, et cela ne concerne pas seulement l'Irsifar et le réseau Insmli, que dans le dna de la culture italienne, en ce qui concerne en particulier les archives, il y a une forme de « particolarismo conservativo », presque une forme de jalousie vers ses propres fonds. Cela est répandu aussi dans les archives des syndicats et des partis politiques : cette forme de jalousie est peut-être aussi expression d'une volonté d'indépendance par rapport à l'état.

15)- Selon vous, l'Etat rentre t-il en concurrence avec le privé, ou ces organes sont ils complémentaires? (Secondo Voi, c'è una concorrenza tra le istituzioni private e l'archivio centrale dello Stato? o c'è una complementarità tra questi due?)

Ces organes sont complémentaires. Comme vous savez en Italie les archives centrales contiennent la documentation officielle produite par les institutions de l'état même, à partir de 1861, telle que les ministères et ses dépendances périphériques. Par exemple, en ce qui concerne en particulier l'histoire du fascisme, on peut trouver, dans les Archives centrales, le casier des antifascistes recensés dans le « casellario politico centrale » (qui existait d'ailleurs déjà en 1896 pour le contrôle des « subversifs », mais qui a connu un grand essor à partir de 1926), ou aussi, géré par le ministère de la Défense nationale après la guerre, la documentation pour l'attribution du titre de partisan aux résistants.

16)- Comment expliquez vous que l'Etat ne cherche pas à avoir la main mise sur les archives de la Résistance, alors qu'elles traitent d'un épisode crucial dans la construction de la République italienne ? (Come spiega che lo Stato non cerca di possedere l'archivio della Resistenza dato che si tratta di un episodio cruciale per la storia della Repubblica Italiana?)

Voire les précédentes réponses. Je insiste, au delà des respectives histoires de chaque Institut historique de l'INSMLI, sur les aspects complémentaires de ces organes. En réalité il est plus juste affirmer que peut-être, déjà peu d'années après la guerre, les instituts du réseau Insmli étaient considérés des lieux où la mémoire de l'expérience historique et humaine de la Résistance aurait été gardé avec respect et passion civique.

En ce qui concerne l'histoire de l'Irsifar je vous signale la notice historique par les soins de Roberta Sibbio que vous pouvez lire dans

<http://catalogo.archividelnovecento.it/scripts/GeaCGI.exe?REQSRV=REQPROFILE&REQCARDTYPE=29&ID=171420>

17)- Vous agissez beaucoup pour l'enseignement et la pédagogie, pensez-vous qu'il y a des lacunes dans l'enseignement de la Résistance à l'école? (Voi agite molto per l'insegnamento e la pedagogia, pensate che ci siano delle lacune nell'insegnamento della Resistenza a scuola ?)

Il y a peut être des collègues qui considèrent cette période comme un thème « politiques » ou « politisé »; mais les livres d'histoire doivent nécessairement présenter aussi ce sujet, ne fût ce que, un décret de Luigi Berlinguer (n.682/1996), ancien ministre de l'éducation nationale, a établi que la dernière année de Lycées et des Instituts secondaires, soit réservée, en ce qui concerne l'histoire, à l'étude du XX siècle et donc, aussi, à l'étude de la Resistance.

Je tiens à rappeler en outre que les activités d'étude et de recherche de l'Irsifar concernent non seulement la période fascisme – résistance mais tous les sujets du XX siècles (la grande guerre, la colonisation et la décolonisation, les mouvements féminins et des droits civils ... etc.) .

18)- La jeunesse est elle votre public cible? (La giovinezza é il vostro pubblico scopo ?)

Il est certes que toutes les rencontres organisées le long de l'année scolaire, dans les écoles, sont naturellement dédiées en premier lieu à la jeunesse (et aux profs) ; mais toutes nos autres initiatives, à l'occasion de présentation de livres, congrès, films sont ouvert à tout le monde. Pour être renseignée, au de là de notre mailing list, il y aussi notre site internet www.italia-liberazione.it/roma et la page facebook Irsifar Roma resistente.

19)- Quels sont les projets de l'IRSIFAR pour l'avenir? (Quali sono i progetti dell'IRSIFAR per l'avvenire ?)

Dans les deux dernières années l'Irsifar a concentré son activité, dans les écoles et ailleurs, surtout pour célébrer le 70° de la Résistance et la Libération (1943-1945) et le centenaire de la Grande guerre. Maintenant nous sommes en train, en partenariat avec le réseau INSMLI, de préparer un cours de mise à jour sur l'Italie républicaine, car en 2016 il y aura le 70° du referendum qui a décerné cette forme institutionnelle.

On espère aussi de voir augmenter nos fonds, non seulement de nos archives, mais aussi financiers !

20)- Le site Cultura di Roma parle de la Casa della Memoria en ces termes :.« [créée pour] rendre compte du travail sur la mémoire et l'histoire, sous toutes ses formes, ce qui caractérise aujourd'hui la ville de Rome » .L'usage du mot "aujourd'hui" semble évoquer une évolution récente dans le domaine. Le croyez-vous également? (Il sito Cultura di Roma parla della Casa della Memoria in questi termini : « [creata per] rendere ancora più visibile il lavoro sulla memoria e la storia che, in molte forme, caratterizza oggi la città di Roma »L'uso della parola « oggi » sembra invocare un'evoluzione recente in questo ambito anche lei pensa questo ?)

Non. Tout simplement la ville de Rome a connu, dans les dernières années, de changements dus, par exemple, à l'arrivée de beaucoup d'étrangers. La Casa della memoria cherche avec ses minces ressources, humaines et financières, de s'ouvrir, par exemple, à l'étude et à la mémoire des « nouveaux romains » soit en recueillant leurs témoignages oraux (activité très soutenue par le circolo Gianni Bosio qui est logé au premier étage) soit en étudiant des phénomènes historiques tel que l'immigration italienne et la politique coloniale italienne, activité qui a vue souvent l'Irsifar en première ligne, pour mieux répondre à des phénomènes sociaux comme l'intolérance et la xénophobie, qui commencent à être malheureusement répandus dans notre société. Voilà pourquoi dans le site on dit : il lavoro sulla memoria e la storia che, in molte forme, caratterizza **oggi** la città di Roma.

21)- De nombreux historiens parlent aujourd'hui de Deux Italie. La division des archives entre les archives de l'Etat (qui recueille les archives du régime fasciste) et les institutions locales tel l'INSMLI (qui conservent les archives de la Resistance), ne rendent –ils pas compte, paradoxalement, de cette dualité ? (Numerosi storici parlano oggi di due Italie. La divisione degli archivi tra gli archivi dello stato (che raccolgono gli archivi del regime fascista) e le istituzioni locali, quali l'INSMLI (che conservano gli archivi della resistenza) non tengono conto paradossalmente di questo dualismo ?)

Non. On parle de « Deux Italie », surtout quand on étudie, d'un point de vue historique et sociologique le Nord d'Italie par rapport au Sud. En ce qui concerne l'histoire de la Résistance italienne il est vrai que l'Italie a été « coupé » en deux, à la suite du débarquement des Alliés dans l'Italie du sud (été '43), mais cela n'a pas de rapport entre la division des archives locales/archives de l'état.

Annexe 2 : Photographies de tags sur le thème de l'antifascisme



Photo n°1 : « Antifascisti sempre ! » (Antifascistes toujours !), Via Ostiense, Rome, 27 mars 2015



Photo n°2 : « Il nazionalismo è una illusione facile / Antifa » (Le nationalisme est une illusion facile/ Antifa), Via Ostiense, Rome, 17 mars 2015

Annexe n° 3 : Affiches à l'occasions de la célébration des 70 ans de la Libération



Affiche n°1 : « 70° de la Libération du nazifascisme. L'antifascisme doit être entendue comme la lutte contre ce qui menace les libertés individuelles, nie la justice sociale et discrimine les citoyens [...] Pour la Resistance antifasciste, anti-imperialiste, antisioniste. », Via Ostiense, Rome, mars 2015.



Affiche n°2 : « 70° anniversaire de la Libération », Affiche officielle du Ministère de la Défense, Via Etruria, Rome, avril 2015.

Annexe n° 4 : Photos de la manifestation de Porta San Paolo pour l'anniversaire des 70 ans de la Libération.



Photo n°1 : Manifestant avec un drapeau italien affublé du sigle A.N.P.I.



Photo n°2 : Manifestant avec un drapeau du Parti Communiste.



Photo n°3 : Jeunes manifestants derrière la banderole « Résistance » du Front des Jeunes Communistes

Annexe 5 : Résultats du questionnaire « La mémoire de la Résistance chez les jeunes »

Initial Report

Last Modified: 04/23/2015

1. Sesso

#	Answer	Response	%
1	M	50	50%
2	F	50	50%
	Total	100	100%

2. Età

#	Answer	Min Value	Max Value	Average Value	Standard Deviation	Responses
1		18.00	29.00	22.52	2.71	100

3. Situazione

#	Answer	Response	%
1	Studente	94	94%
2	Lavoratore	6	6%
3	Disoccupato	0	0%
	Total	100	100%

4. La Resistenza è un evento che ti interessa?

#	Answer	Response	%
1	Sì, molto	33	33%
2	Sì, abbastanza	50	50%
3	Non particolarmente	17	17%
4	No, per niente	0	0%
	Total	100	100%

5. Le modalità e la qualità d'insegnamento a proposito della Resistenza ti sembrano : Puoi commentare la risposta (ma non è obbligatorio)

#	Answer		Response	%
1	Molto buone		11	11%
2	Soddisfacente		41	41%
3	Limitate		39	39%
4	Non buone		9	9%
	Total		100	100%

MOLTO BUONE :

- Un periodo storico che viene ben approfondito anche con l'ausilio di opere letterarie e audiovisive.
- Ottimo insegnante
- Esperti del campo, professori competenti
- I corsi seguiti all'università sono stati molto soddisfacenti e ben strutturati
- Perché alle elementarie e alle medie le mie classi fecero incontri con ex partigiani e visitammo il carcere di Via Tasso. Al liceo la professoressa ci fece vedere dei filmati. Credo anzi che avremmo dovuto approfondire lo studio del fascismo, specie delle sue politiche sociali, al fine di avere una prospettiva più critica

SODDISFACENTE :

- The teaching of the resistance is quite good at the University, yet a bit narrow at an "high school" level of education.
- I corsi, fino ad ora, sono spesso generali e non esaustivi al riguardo
- anche se il tema viene spesso spiegato in aula secondo me potrebbe essere approfondito maggiormente
- E un argomento trattato nei corsi base ma non cui è capitato di fare nessun approfondimento iconografico
- questi argomenti vengono spiegati in maniera approfondita
- Dovrebbe essere dedicato più tempo per capire le cause e gli effetti della Resistenza
- vi è negli ultimi anni un recupero della storia della Resistenza anche mettendo in discussione la precedente tradizione che sottolineava solo la parte positiva dell'azione della Resistenza
- soddisfacente ma non pienamente perché non tutti conoscono molti degli eventi realmente accaduti, l'insegnamento scolastico e universitario non basta da solo
- Purtroppo la Resistenza si trova in un contesto grandissimo, e manca il tempo materiale per poterla approfondire accuratamente

- Perché non tutti i corsi dell'università la approfondiscono
- Al liceo ne abbiamo studata molta
- è un argomento abbastanza trattato ma non nei particolari
- Per i corsi alternativi a Storia non si specifica abbastanza
- Perché vengono riportate spesso nei programmi universitari
- Poiché mi sarebbe piaciuto aver conosciuto il mio bisnonno che ha vissuto quel periodo e che è stato partigiano
- Perché conoscere il nostro passato ci fa capire chi siamo ora come cittadini italiani e il nostro bagaglio culturale

LIMITATE :

- poche iniziative
- Potrebbero approfondire un po' di più
- poche iniziative
- Nessun corso dedica sufficienti
- Limitate ai vincitori
- perché bisognerebbe coinvolgere di più le nuove generazioni
- viene affrontato nelle scuole in maniera superficiale
- perché non viene affrontato mai l'argomento nelle lezioni
- è un argomento poco approfondito nelle scuole
- Poco trattato in sede universitaria
- è appena accennata
- Non se ne parla abbastanza
- non sono abbastanza approfondite
- Tema non approfondito in maniera idonea
- A partire dalle scuole medie, nel liceo, non sono stati argomenti approfonditi
- Perché i professori sono molto "politicizzati"
- Non se ne parla abbastanza
- Perché non c'è approfondimento storico
- Ci si sofferma di più su altri eventi storici
- è poco affrontato come argomento
- Non ho svolto corsi specifici sul tema
- Poche attività di approfondimento del periodo

NON BUONE :

- non vengono trattate sufficientemente

- riferendomi alla scuola italiana secondaria, e non all'università, l'insegnamento della resistenza è trascurato e, talvolta, ignorato. Spesso ciò è dovuto alla scarsa sensibilità o interesse dei docenti
- Poco interesse da l'istituzione universitaria soprattutto su la resistenza militare
- è una menzogna storica, bisognerebbe chiamarla festa dell'occupazione, e non della libertà
- Purtroppo quello della Resistenza è un argomento che viene affrontato in modo superficiale in ogni grado e tipo di scuola, a volte il suo insegnamento è addirittura inesistente
- Non vengono approfondire le tematiche della Resistenza troppo spesso si rimane alla superficie del conflitto

6. La tua conoscenza del period della Resistenza ti sembra :

#	Answer	Response	%
1	Molto buone	14	14%
2	Soddisfacente	52	52%
3	Limitate	29	29%
4	Non buone	5	5%
	Total	100	100%

7. La Resistenza nell'ambito della costruzione della Repubblica è un evento per te :Puoi commentare la risposta (ma non è obbligatorio)

#	Answer	Response	%
1	Molto significativo	79	79%
2	Significativo ma non essenziale	18	18%
3	Non significativo	3	3%
	Total	100	100%

MOLTO SIGNIFICATO :

- It has been on what the resistance was (anti-fascism) that our Republic was built
- Necessario
- Grazie al sacrificio di centinaia di uomini valorosi l'Italia è riuscita a liberarsi di una violenta dittatura e ne oggi siamo uomini liberi ciò lo dobbiamo ai tanti partigiani che hanno sacrificato la loro vita in nome di un futuro migliore
- Senza il raggiungimento della libertà la Repubblica era un impossibile da raggiungere

- ha dimostrato la capacità di un popolo di opporsi e cambiare il proprio destino
- e importante ai fini della costituzione della repubblica
- gli italiani stessi hanno contribuito a "fare" l'Italia
- perché la repubblica è stata costruita e regolamentata da un punto di vista ideologico vicino a quello della resistenza e da ex membri dei movimenti resistenziali
- perché è stato un punto di inizio per una visione di vita diversa
- ha comportato un sentimento di unità nazionale grazie al comune obiettivo di lottare contro il nazi-fascismo
- La costruzione della repubblica si fonda sulla resistenza, come i suoi artefici oltre alla costituzione, anche l'assetto territoriale stesso dell'Italia del dopoguerra non sarebbe stato lo stesso, se la vittoria fosse stata frutto del solo apporto alleato
- Penso che abbia gettato buone e forti basi per la costruzione della repubblica
- La Resistenza è stata fondamentale per la costruzione della Repubblica italiana perché ha permesso che il nostro paese diventasse una nazione libera e che noi italiani fossimo cittadini liberi
- ha segnato la definitiva scomparsa dei regimi dittatoriali, perlomeno nell'Europa occidentale
- Determina la disposizione del popolo italiano rispetto alla dittatura
- è stato un momento fondamentale e fondante della storia italiana che dovrebbe (ma purtroppo non è) considerato come un valore condiviso da tutti
- Per l'importanza fondamentale dell'antifascismo
- crea le basi per la attuale democrazia anche da oggi viene sottovalutata
- è stato un aiuto grande
- Sviluppi sociali che ne conseguono
- Molto della nostra società è dovuto adesso
- l'evento che ha permesso l'ultimo passo dell'instaurazione di una vera Repubblica democratica, dopo anni di potere autoritario
- Tappa determinante nella storia
- Perché gli italiani si sono opposti alla dittatura e hanno preso in mano la situazione, sacrificando la vita per ideali
- Perché costituisce la base della nascita della repubblica
- Poiché ha permesso anzitutto la transizione dalla monarchia alla Repubblica, e della dittatura alla democrazia, ha concesso un ritorno al pluralismo politico. Senza questo, se il fascismo si pone esaurito di sé come il regime franchista probabilmente ci troveremo in una monarchia costituzionale come in Spagna
- Perché la carta costituzionale è prodotta dalle forze politiche che conducono la lotta partigiana
- Poiché sono persone che hanno sacrificato la loro vita per permettere alle generazioni future di potersi esprimere liberamente
- Grazie alla Resistenza abbiamo la Repubblica italiana

SIGNIFICATO MA NON ESSENZIALE :

- chi di dovere non sottolineano in maniera consona l'importanza storica dell'evento
- il processo della creazione della repubblica è indipendente dalla resistenza e i voti del referendum ne sono la prova
- credo sia un fattore importante ma meno al oltri, come il follimento della monarchia durante il fascismo o le spinte internazionali
- Ha rappresentato la base comune per i partiti democratici repubblicani ma non è decisiva militarmente
- C'era una volonta di creare la Repubblica che partiva direttamente dai ceti politici
- Sicuramente la Resistenza è stato un fenomeno importante, ma non fondamentale perché non si tratto dell'unica spinta che l'Italia ha avuto verso la repubblica
- Seconde me la nascita della Repubblica è dipesa principalmente dall'appoggio della monarchia al Duce

NON SIGNIFICATO :

- non condivido a pieno cio che dice l'articolo 1 della costizione
- con la resistenza l'Italia ha perso la sua sovranita, favorendo l'assolettamento agli USA

8. Sei a conoscenza di queste istituzioni?

#	Question	Si	No	Total Responses	Mean
1	La Casa della Memoria	49	51	100	1.51
2	l'INSMLI (Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia)	28	72	100	1.72
3	l'IRSIFAR (Istituto Romano per la Storia d'Italia dal Fascismo alla Resistenza)	32	68	100	1.68

9. Le tue conoscenze sulla Resistenza sono dovute principalmente a :

#	Answer		Response	%
1	Lecture e ricerche, visioni di film e documentary svolte autonomamente		40	40%
2	Attività di studio, visite didattiche etc. proposte da docent		46	46%
3	Racconti e memorie della tua famiglia		14	14%
	Total		100	100%

-

Table des matières

INTRODUCTION GÉNÉRALE	5
PARTIE I: DE L'ITALIE FASCISTE A LA RESISTANCE : LA PLACE DES ARCHIVES DANS LA CONSTRUCTION D'UNE MEMOIRE COLLECTIVE.....	10
INTRODUCTION.....	10
A. Mémoire et archives en Italie : la construction relativement récente d'une identité collective.....	5
1. Les débuts de l'unification institutionnelle.....	11
2. L'impact de la politique fasciste sur les archives.....	13
3. Les archives aujourd'hui en Italie.....	16
B. L'Italie d'après-guerre. Un passé lourd à assimiler pour une jeune démocratie	20
1. L'absence d'une politique de mémoire ?	20
2. Le tournant Renzo di Felice : l'historien au cœur du travail de mémoire.....	22
3. L'usage public du passé.....	23
C. La place de la Résistance dans les mémoires	26
1. Un événement érigé en symbole... à tort ?	26
2. La Résistance comme « Second Risorgimento »	27
CONCLUSION.....	29
ORIENTATIONS DE RECHERCHE	30
BIBLIOGRAPHIE	32
ETAT DES SOURCES	39
PARTIE II : L'IRSIFAR, L'EXEMPLE D'UN CENTRE D'ARCHIVES ENGAGE....	43
INTRODUCTION.....	43
A. La Résistance dans les archives.....	45
1. Aperçu des centres et fondations pour la mémoire de la Résistance	45
2. L'IRSIFAR, un statut particulier ?.....	47
B. L'IRSIFAR et son activité	49
1. Une politique de collecte.....	49
2. Traitement, conservation et communication des fonds.....	50
3. Un centre de réflexion historique.....	51
C. L'IRSIFAR et son public.....	53
1. La communication vers le public	53
2. Un impact notable ?	54
CONCLUSION.....	57

CONCLUSION GENERALE 59
Annexes 61

RÉSUMÉ

L'histoire de l'Italie au XXe siècle est marquée par 20 années de fascisme mussolinien, puis l'instauration de la République en 1947. Entre ces deux événements intervient la Résistance qui devient alors le symbole de l'antifascisme triomphant. Cependant, la réception du passé fasciste fait l'objet de grands débats de société encore aujourd'hui. De plus, la relecture des archives de secrétariat du régime fasciste dans les années 1960 a considérablement ébranlé certains tabous et démystifié certains symboles, notamment celui de la Résistance. Dans ce contexte, de nombreuses institutions culturelles consacrées à la revalorisation de l'histoire de l'Italie républicaine ont vu le jour. Parmi elles l'IRSIFAR (Istituto Romano per la Storia d'Italia del Fascismo alla Resistenza) à Rome s'est particulièrement investi dans la valorisation de l'histoire de la Résistance. Il est intéressant de regarder de plus près les actions des centres d'archives aujourd'hui en Italie pour percevoir à travers leur politique de collecte mais aussi de communication, l'expression d'un engagement civique, voire militant. Cela offre également un aperçu des champs d'actions envisageables par un centre d'archives dans un contexte de transition démocratique et dans l'optique d'une construction identitaire à l'échelle d'un pays.

mots-clés :

archives, .mémoire, mémoire collective, fascisme, antifascisme, engagement, Italie, Résistance, militantisme, usage du passé

ABSTRACT

The history of Italy in the twentieth century was marked by 20 years of Mussolini's fascism and the establishment of the Republic in 1947. The Resistance has appeared between these two events and has become the symbol of triumphant fascism. However, the reception of the fascist past is the subject of major societal debates today. In addition, the reading of secretarial archives of the fascist regime in the 1960s has dramatically demystified taboos and some symbols, including the Resistance. In this context, many cultural institutions dedicated to the appreciation of the history of Republican Italy have emerged. Among them the IRSIFAR (Istituto Romano per la Storia d'Italia del Fascismo alla Resistenza) in Rome was particularly invested in the enhancement of the history Resistance. It is interesting to look more closely at the actions of the archive centers in Italy today to perceive through their collection policy but also communication, expression of civic engagement, even militant. It also provides an overview of the field of possible actions by central archives in a democratic transition context and in the context of identity construction on the scale of a country.

keywords :

archives, memory, collective memory fascism, antifascism, commitment, Italy, Resistance, militancy, uses of the past

Présidence de l'université
40 rue de rennes – BP 73532
49035 Angers cedex
Tél. 02 41 96 23 23 | Fax 02 41 96 23 00



ENGAGEMENT DE NON PLAGIAT

Je, soussigné(e) Alice Auzou
déclare être pleinement conscient(e) que le plagiat de documents ou d'une
partie d'un document publiée sur toutes formes de support, y compris l'internet,
constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée.
En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées
pour écrire ce rapport ou mémoire.

signé par l'étudiant(e) le **10 / 06 / 2015**

**Cet engagement de non plagiat doit être signé et joint
à tous les rapports, dossiers, mémoires.**

Présidence de l'université
40 rue de rennes – BP 73532
49035 Angers cedex
Tél. 02 41 96 23 23 | Fax 02 41 96 23 00

